

LES ANIMAUX DE COMPAGNIE DANS LA CITE.

THÈSE

présentée

A L'UNIVERSITÉ CLAUDE BERNARD de LYON

(Médecine - Pharmacie)

et soutenue publiquement le 25 Juin 1980

pour obtenir le grade de Docteur Vétérinaire

par

Bernadette COLLET

née le 31 Janvier 1951

à SAINT-FONS (Rhône)



LES ANIMAUX DE COMPAGNIE DANS LA CITE.

THÈSE

présentée

A L'UNIVERSITÉ CLAUDE BERNARD de LYON

(Médecine - Pharmacie)

et soutenue publiquement le 25 Juin 1980

pour obtenir le grade de Docteur Vétérinaire

par

Bernadette COLLET

née le 31 Janvier 1951

à SAINT-FONS (Rhône)



LES ANIMAUX DE COMPAGNIE DANS LA CITE.

THÈSE

présentée

A L'UNIVERSITÉ CLAUDE BERNARD DE LYON

(Médecine - Vétérinaire)

et soutenue publiquement le 25 juin 1900
par le docteur en Médecine Vétérinaire

par

Bernard COLLET

né le 27 Janvier 1881

à Lyon (France)



Etat du corps enseignant en fonction à l'Ecole Nationale Vétérinaire de Lyon

C H A I R E S	Professeurs	Professeurs sans chaire	Maîtres de conférences	Maîtres Assistants Agrégés	Maîtres Assistants	Assistants
Alimentation	M. WOLTER	M. JEAN-BLAIN	-	-	M. NEYRET	M. GENIN
Anatomie	M. BARONE	-	-	-	M. DENOIX	Mme FOURNEL
Chirurgie	M. COULON	M. LE NIHOUAN-NEN	-	-	M. FAU	M. CHARLET
Histologie - Anatomie pathologique	M. TISSEUR	M. CASTELLU	-	-	M. BELLI	Mme CHAPPUIS
Hygiène et Industrie des aliments d'origine animale	M. CHANTEGRELET	-	-	-	M. DEMONT	
Maladies contagieuses	M. JOUBERT	M. PRAVE	-	-	M. CHOMEL	Mle MAGUIN
Parasitologie	M. EUZEY	-	-	-	M. GEVREY Mme CHAUVE	M. NGO TAN Hung
Pathologie générale	M. OUDAR	-	-	-	M. EUZEY	Mle FAUBLEE
Microbiologie	M. COTTEREAU	Mle LAVAL	-	-	M. RICHARD	M. FRENAY
Pathologie médicale du bétail	M. FONTAINE	M. LAPRAS	-	-	M. LEGEAY	M. BEZEAUD
Pathologie médicale des équidés	M. BERTRAND	M. DESCHANEL	-	-	Mme RACHAIL	M. MAY
Pathologie de la Reproduction	M. LORGUE	-	-	M. KECK	M. JAUSSAUD	Mme HACHLER
Pharmacie-Toxicologie	M. BOST	M. BOIVIN	-	-	-	M. THIÉBAULT
Physiologie	M. DELATOUR	-	-	-	M. GARNIER	M. BENOIT
Physique-Chimie	M. FROGET	-	-	-	Mle COURSAT	M. THIEVENAZ
Zootchnie			M. FRANCK			
C.F.T.S.V.	M. FLACHAT Directeur					

Examineurs de la thèse :

Président : Mr le Professeur SEPETJAN
de la Faculté de Médecine de Lyon

1er assesseur : Mr le Professeur FONTAINE
de l'Ecole Nationale Vétérinaire de
Lyon

2ème assesseur : Mr le Professeur LAPRAS
de l'Ecole Nationale Vétérinaire de
Lyon

I N T R O D U C T I O N

Les animaux de compagnie ont pris ces dernières années une importance grandissante en milieu citadin par leur prolifération et les problèmes qu'ils engendrent.

L'association citadin - animal de compagnie qui semble s'être développée parallèlement à la poussée importante de l'urbanisation peut être considérée comme un véritable phénomène de société justifiant pleinement son appellation "urbanimalisation".

Nous nous limiterons dans cette étude au cas des chiens et chats, sans oublier pour autant que maintes autres espèces animales partagent la vie du citadin : à côté des classiques oiseaux, poissons rouges, hamsters ou lapins, des espèces plus rares et plus inattendues telles que singes, fennecs ou serpents ont fait leur apparition au sein des foyers français.

Nous aborderons cependant le cas particulier des pigeons.

Après un bref aperçu de leur importance numérique, nous nous pencherons sur les causes de leur prolifération en milieu citadin : nous envisagerons d'une part les motivations à l'origine de l'acquisition de ces animaux ainsi que leur action sociologique, d'autre part le phénomène de multiplication des abandons.

Puis nous verrons les problèmes posés par ces animaux et enfin les solutions qui peuvent être apportées pour une véritable insertion de l'animal de compagnie dans la ville.

Nous avons choisi pour cela le plan suivant :

P L A N

INTRODUCTION

PREMIERE PARTIE : Causes et conséquences de la
prolifération des animaux de
compagnie en milieu citadin.

I. Importance numérique.

II. Causes de la prolifération des animaux de compa-
gnie en milieu citadin.

1. L'animal facteur d'équilibre pour le citadin.

A. L'animal compensateur de frustrations et
garant de l'identité du citadin.

B. Le chien élément sécurisant et moyen de
défense.

2. La multiplication des abandons.

A. L'animal dans la société de consommation.

B. Le rejet de l'animal.

C. La prolifération des animaux errants.

III. Conséquences de la prolifération des animaux de
compagnie en milieu citadin.

1. Inventaire des principaux problèmes.

2. La sensibilité du citadin à ces problèmes.

DEUXIEME PARTIE : Solutions actuelles et propositions pour l'avenir.

I. Maîtrise de la prolifération.

1. Identification

A. Le collier avec médaille d'identification.

B. Le tatouage.

2. Capture des animaux errants.

3. Mesures de raréfaction

A. Méthodes actuelles de capture

B. Stérilisation des chats errants

C. Distribution de graines anticonceptionnelles aux pigeons.

II. Prévention de l'hygiène publique

1. Les moyens de sauvegarde de l'hygiène publique.

2. Appréciation qualitative de ces mesures.

III. Rapport habitat humain - habitat animal.

1. Situation actuelle.

2. Structures nécessaires à l'intégration de l'animal dans la ville.

A. L'animal dans l'appartement

B. L'animal dans la ville

C. L'animal dans la société de loisirs.

CONCLUSION

ANNEXE : Eléments de l'enquête auprès des municipalités.

BIBLIOGRAPHIE.

TABLE DES MATIERES.

PREMIERE PARTIE : Causes et conséquences de la
prolifération des animaux de
compagnie en milieu citadin.

I. Importance numérique.

Il est assez difficile d'avoir une idée exacte de l'importance numérique des animaux de compagnie, aucun dénombrement officiel n'ayant été réalisé. Nous le constatons également dans l'enquête que nous avons effectuée auprès d'un certain nombre de municipalités françaises et dont le détail des modalités et des résultats est publié à la fin de cette étude. A la question : Pouvez-vous chiffrer le nombre de chiens et de chats de votre ville ? une dizaine de villes seulement sur les 37 ayant répondu, se hasardent à avancer quelques chiffres incertains.

Si l'on se réfère aux chiffres communiqués par la FACCO (Chambre syndicale des fabricants d'aliments pour animaux de compagnie) la France comptait en 1977 :

8 200 000 chiens

6 000 000 chats (source I.S.L.)

6 500 000 oiseaux

Ceci la place au 1er rang en Europe et au 2ème rang mondial après les USA, pour le nombre d'animaux de compagnie. Pour le pourcentage de foyers possesseurs elle vient au 2ème rang en Europe avec 49% foyers possesseurs juste après la Grande-Bretagne (50%) et bien devant l'Allemagne (28%).

En 1977	Nombre chiens	chats	oiseaux
France	8 200 000	5 200 000	3 300 000
Angleterre	6 000 000	4 300 000	2 700 000
Allemagne	6 500 000	3 200 000	4 700 000

Foyers possesseurs

France	49 %
Angleterre	50 %
Allemagne	28 %

Un foyer sur deux environ possède donc un animal familial. Sur ce point, les différentes estimations semblent s'accorder. Par contre, si les chiffres sont relativement proches en ce qui concerne le nombre de chiens, s'agissant des chats, ils sont généralement très supérieurs à ceux de la FACCO, situant leur population entre 7 à 9 millions. Il est sans doute encore plus difficile de dénombrer les chats que les chiens, mais nous pensons également que le chiffre de 8 millions n'est pas excessif.

Si l'on s'en tient au nombre de foyers possesseurs, l'évolution de 1971 à 1977 a été la suivante :

(d'après les chiffres du SNVF et de la FACCO)

	1971	1975	1977
Foyers ayant au moins 1 chien	27,3%	32,8%	33,7%
Foyers ayant au moins 1 chat	21,1	20,6	21
Foyers ayant au moins 1 oiseau	16,6	12,9	11,9
Foyers ayant un autre animal		8,6	7,8
Foyers ayant un animal familial	37,3	51,9	51,8

Ce tableau traduit une augmentation sensible du nombre de foyers possesseurs entre 1971 et 1975, avec une stabilisation ensuite. Il semble que l'augmentation soit surtout le fait des chiens, le nombre de chats reste très stable au sein des foyers français (environ un foyer sur 5 possède un chat). Cela confirmerait l'impression que nous avons, à savoir que l'augmentation actuelle de la population féline se réalise plutôt dans la rue que dans les foyers.

Quant aux perspectives d'avenir, certains avancent 15 millions de chiens en France pour l'an 2000, dont 2,5 millions pour la seule ville de Paris (800 000 à un million actuellement). Ce qui rejoindrait l'affirmation de G. QUEINNEC (16) selon laquelle la population canine augmente de 5% au moins chaque année, ce qui correspond à un doublement tous les 17 ans.

En ce qui concerne la répartition de ces animaux, ils sont encore nombreux, il est vrai, dans les campagnes. Les agriculteurs représentent la catégorie socio-professionnelle dont le pourcentage de foyers possesseurs de chiens ou chats est le plus élevé : 81,2 % contre 30 à 50% pour les autres catégories.

Cependant avec le dépeuplement des campagnes, l'animal de compagnie devient de plus en plus un animal citadin. Selon les prévisions du Comité National Pour l'Aménagement du Territoire (14), en 1986, 2/3 des français vivront dans les villes de plus de 60 000 habitants. Par ailleurs, si l'on en croit certaines

études américaines, à une augmentation de la population humaine de 24 % correspond une augmentation de la population canine de 84 % (BELOT) (3).

On est alors en droit de penser qu'avec l'augmentation et la concentration de la population humaine, dans les villes de l'an 2000 les effectifs canins poseront encore problème, à moins que dès aujourd'hui on ne se décide à tenir compte de leur présence tant lors de l'aménagement et l'extension des villes existantes que lors de la création de villes nouvelles.

II. Causes de la prolifération des animaux de compagnie en milieu citadin.

Pourquoi ce nombre grandissant de chiens et de chats en milieu citadin ? Tout d'abord l'animal représente pour l'homme des villes un facteur d'équilibre, il répond à un besoin.

Mais nous pensons qu'il faut chercher également une autre raison à cette prolifération : la multiplication des abandons. En effet, si dans le cas des chiens le fait a moins de conséquences dans le sens où ceux-ci sont capturés relativement facilement, ce n'est absolument pas le cas en ce qui concerne les chats, qui livrés à eux-mêmes, croissent et se multiplient dans des proportions inquiétantes.

1. L'animal, facteur d'équilibre pour le citoyen.

A. L'animal compensateur de frustrations et garant de l'identité du citoyen.

Les tensions liées à la vie citadine, les conditions de travail, de transport, l'entassement des populations dans des constructions collectives à des fins utilitaristes, la complexification de l'existence et sa mécanisation, l'éloignement de la nature constituent autant d'agressions pour les citoyens et créent une inadaptation de ceux-ci à leur milieu de vie.

Or ils doivent nécessairement s'adapter pour survivre, comme le souligne J. MONOD dans une déclaration commune avec d'autres savants :

"La société a atteint un développement tel que les tensions provoquées par la rapidité des progrès technologiques prennent non seulement le dessus sur les facultés d'adaptation de l'homme, physiques aussi bien que mentales, mais encore mettent en danger sa survie. La réponse d'un organisme vivant à un environnement en perpétuel changement doit être un processus continu d'adaptation faute de quoi il sombre inévitablement dans un état de maladie".

(A. CONDORET) (4).

Et pour un certain nombre de citoyens, cette adaptation passe par l'animal, animal compensateur de frustrations diverses : frustration de nature, de type conjugal, familial ou amical, de maternité ou de paternité, ou frustration de type social.

De l'enfant isolé dans un milieu familial troublé au vieillard en proie à la solitude, du jeune couple adoptant un chiot à pouponner aux parents cherchant à combler le vide créé par le départ de leur dernier enfant, du timide voyant dans son compagnon un moyen d'affronter l'existence avec plus de fermeté au nerveux cherchant l'apaisement en contemplant les évolutions de ses poissons rouges, chacun essaie de rétablir comme il peut des relations qui lui font défaut.

Mais si cette relation avec l'animal prend dans bien des cas l'aspect d'une véritable cohabitation avec celui-ci, avec tous les degrés possibles d'intimité, il faut évoquer également ces contacts plus fugaces, moins étroits mais tout aussi importants, avec des espèces urbaines, comme les moineaux ou les pigeons, en particulier pour les personnes âgées.

Et nous constatons que le dénominateur commun de toutes ces frustrations est une détérioration des relations avec autrui, un défaut de communication qui laisse une place vide dans le domaine affectif, ce que CONDORET appelle "le vide social" (G. ROUCHIER) (17).

En effet, si il y a quelques années encore, le citadin tel le villageois n'éprouvait pas le besoin de parler à son chien, c'est qu'il pouvait lier des contacts sociaux incessants dans la journée, avec le laitier, le facteur, l'épicier, les voisins etc... Maintenant un habitant des grands ensembles urbains ne connaît généralement pas ses voisins, va faire ses courses au supermarché où ses échanges verbaux avec la

caissière se limitent à l'énoncé de quelques chiffres, et n'a même plus le recours de lier quelques rares contacts avec les employés des divers services de l'immeuble, puisque compteurs d'énergie et boîtes à lettres sont à l'extérieur du périmètre habité. (J. POMMERY) (14).

Une étude sociologique a montré que dans Paris 70% des personnes ne recevaient jamais ou très rarement d'autres personnes et que, dans la même proportion, elles n'étaient jamais ou très rarement reçues par d'autres. La situation est pire dans les grands ensembles.

A l'intérieur même de son logement, l'homme(et le plus souvent la femme) ressent également ce malaise de la monotonie et de l'isolement. Elle cherche à le rompre avec l'aide de la télévision maintenant un bruit de fond, une sorte de présence de la vie, quand elle ne devient pas une obsédée de la poussière passant des journées entières à astiquer son intérieur. La fonction de la maison est de permettre le développement des relations sociales ou individuelles, elle doit donc pouvoir être modifiée, modelée selon les besoins. Or la maison n'est plus conçue comme une fonction, mais un objet auquel doivent s'adapter habitudes et traditions du sujet, ce qui entraîne des perturbations.

Son mode de vie est conditionné jusque dans les détails, tout est industrialisé : vêtements, cuisine, lavage, vide-ordures, chauffage; le regain de faveur de l'artisanat exprime ce besoin de l'individu de personnaliser son environnement. (H. FLAVIGNY) (7).

Ainsi l'homme des villes se retrouve-t-il seul et anonyme dans la multitude. Comme le rappelle le sociologue canadien MARSHAL MC LUHAN, si la plupart des gens ont un chien, c'est pour se rappeler qui ils sont. C'est pourquoi le chien est si important dans notre société : il est le garant de notre identité.

Faut-il alors voir comme une simple coïncidence le fait que les deux pays européens (France et Grande-Bretagne) qui ont la plus forte densité animale sont également ceux qui ont la plus faible couverture psychiatrique ?

B. Le chien, élément sécurisant et moyen de défense.

Si l'animal familier, quel qu'il soit, représente un dérivatif certain aux difficultés de rapports sociaux que rencontre le citadin, le chien quant à lui peut jouer également le rôle d'élément sécurisant, voire de moyen de défense.

Il faut à ce sujet rappeler deux faits :

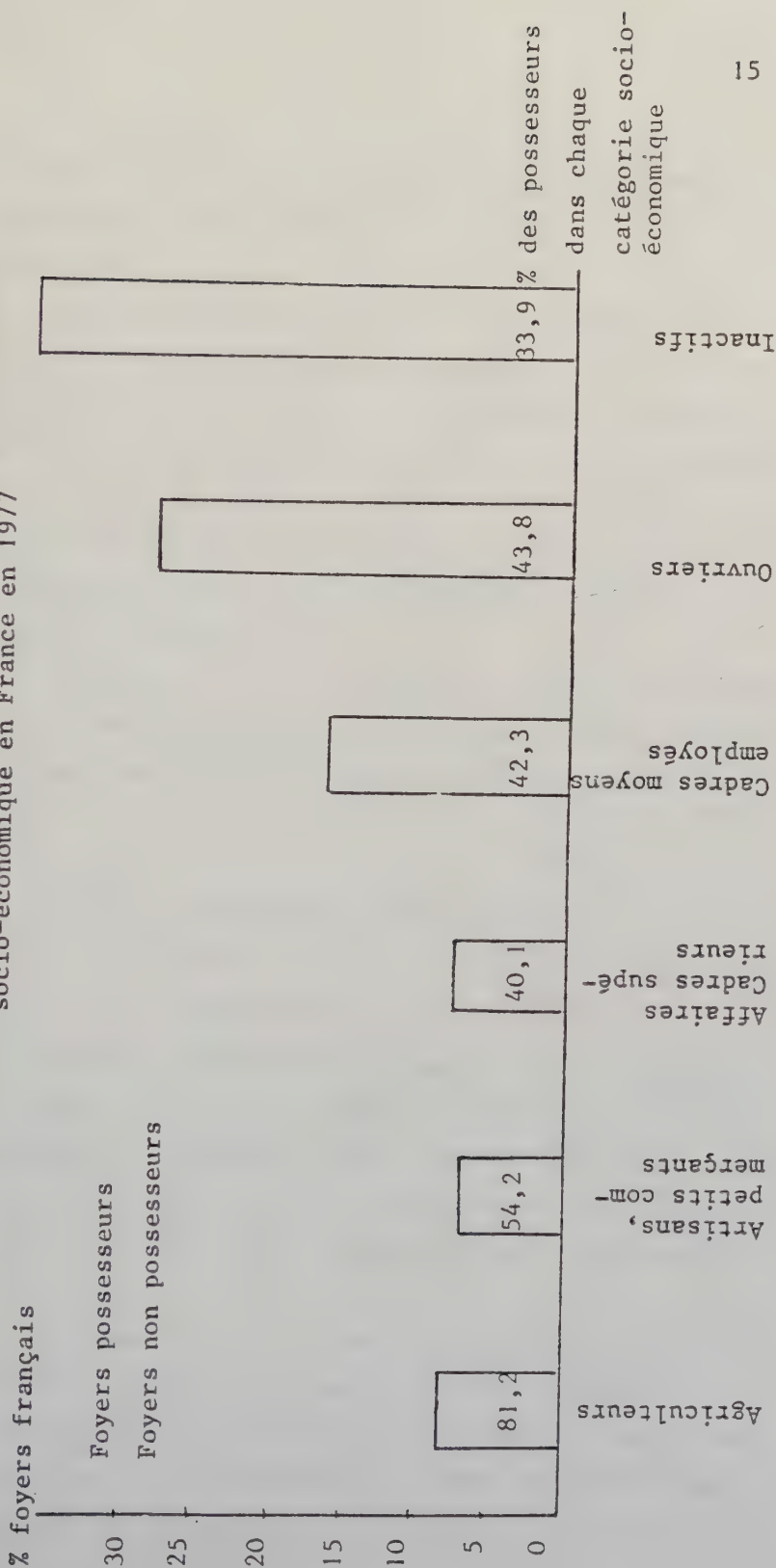
- la recrudescence récente des chiens de grande taille : dogues en particulier qui avaient pratiquement disparu il y a quelques années, Bergers belges, Beaucerons ou Bergers allemands. Ces derniers représentent ainsi par leur effectif la première race française (300 000 têtes en 1975).
- la multiplication des clubs de dressage, fréquentés

semble-t-il plus particulièrement par la classe ouvrière, comme en témoigne pour Paris la densité importante de ces clubs en banlieue Est.

Certains voient dans ce fait un autre rôle compensateur de l'animal : il répondrait là à un besoin de domination dans une société où il est parfois difficile de supporter toute la journée les ordres de son supérieur. Le chien permettrait à l'homme situé au bas de la hiérarchie sociale de commander à son tour, d'avoir enfin quelqu'un qui dépende entièrement de lui (J. POMMERY) (15).

Cependant si les foyers ouvriers arrivent effectivement en tête par le nombre de foyers possesseurs de chiens et chats, ils ne se classent par le pourcentage qu'en troisième position après les agriculteurs et les commerçants et sont finalement assez proches des pourcentages des autres catégories socio-professionnelles, comme le montre le tableau ci-joint (FACCO).

Répartition des foyers possesseurs d'au moins un chien ou un chat par catégorie socio-économique en France en 1977



Nous serions tenté de voir dans ce phénomène une deuxième interprétation : le chien, élément sécurisant.

A l'heure où l'on parle de plus en plus de peur, d'insécurité dans les grandes villes, où l'on voit fleurir les groupes d'autodéfense ou les patrouilles de police, où l'on hésite de moins en moins à tirer sur une ombre suspecte, avant même de chercher à savoir qui elle est, le chien dressé à l'attaque et à la défense apparaît comme une solution intéressante.

De simple gardien de propriété (69,2% des chiens vivent dans une maison avec jardin) le chien devient également un auxiliaire utile en cas de menace dans la rue.

	Chiens
Maison avec jardin	69,2 %
Ferme	11,6
Appartement	18,6

Argument convaincant en cas de difficultés, il est aussi une arme pas comme les autres, puisque sa possession ne nécessite aucun permis. Mais cette arme risque, si elle n'est pas parfaitement contrôlée, de prendre des initiatives malheureuses et dangereuses pour autrui.

En effet, si l'on admet que les citadins ont quelques difficultés à maintenir leur équilibre psychologique et que leurs propres chiens soumis aux mêmes tensions, commencent à présenter parfois quelques troubles de la personnalité, on peut se permettre de

douter de l'infailibilité du couple maître-chien d'attâque. Et sans vouloir être pessimiste, on peut se demander si le film "les chiens" n'annonce pas quelques réalités de demain.

"La sécurité est mieux assurée par les liens entre les personnes d'une cité que par les déploiements des forces de police, qui ne constituent souvent que des pis-aller témoins des failles de la société" (H. FLAVIGNY) (7). Nous pouvons appliquer cette affirmation à cet autre pis-aller qui est la multiplication des chiens dressés à l'attaque et à la défense.

2. La multiplication des abandons

A. L'animal dans la société de consommation

Pour des motifs divers, nous venons de le voir, chiens et chats font ainsi leur entrée dans la famille. Mais c'est souvent l'enfant qui est à l'origine de son acquisition. Plus sensible que l'adulte, inadapté comme lui dans l'urbanisation et la société actuelle, l'enfant vit les conflits familiaux et sociaux plus intensément. Frustré de nature et d'affection, il se tourne tout naturellement vers l'animal et plus particulièrement le chien qui, par son caractère juvénile, semble le plus apte à combler ces carences. C'est surtout entre l'âge de 8 et 12 ans que l'enfant réclame l'animal avec le plus d'insistance (G. ROUCHIER) (17). Et c'est ainsi que bien des parents, tout d'abord réticents, se laissent convaincre d'adopter Médor.

Une enquête du Pet Food Institute (10) révèle qu'aux USA 25% des personnes interrogées achètent des animaux pour leurs enfants. Il s'agit pour elles d'un outil éducatif développant le sens des responsabilités et des valeurs humaines. Outil éducatif, cadeau de Noël ou d'anniversaire l'animal-objet fait également une entrée massive dans les foyers français. Parfois c'est l'animal lui-même (et surtout le bébé animal) qui déclenche une adoption jusqu'alors incertaine. Incapable de résister aux mimiques attendrissantes d'un chaton ou au regard désespéré d'un chiot en vente sur le marché, on rentre chez soi une boule de poils dans les bras, alors qu'on était simplement sorti acheter quelques victuailles.

Le publiciste le connaît bien cet attrait de l'animal sur l'homme et l'exploite largement comme on peut le constater à la vue des placards publicitaires qui s'inspirent de la règle des 3 B : Beautés, Bébés, Bêtes, images de marque qui font vendre n'importe quel produit.

Ainsi cédant à la demande de son enfant ou au "coup de foudre" déclenché par la vue de l'animal, l'homme l'achète ou l'adopte sans s'être toujours bien rendu compte des responsabilités et contraintes que va lui apporter cette acquisition.

Et ce ne sont pas les émissions télévisées consacrées aux animaux ou la presse animalière qui vont le décourager. Nous déplorons en effet cette attitude qui consiste à présenter l'animal comme un être charmant

(ce qu'il est certainement... par moments!) en oubliant de rappeler les multiples désagréments qu'il est capable de provoquer. On vante les qualités de telle ou telle race de chien en passant sous silence (ou presque) les défauts inévitables qui les accompagnent. Lorsque nous lisons par exemple : "le vrai cocker, un cœur à quatre pattes", sans vouloir dénigrer plus spécialement cette race, nous serions tenté d'ajouter que ce cœur peut aussi avoir du mordant.

Nous pourrions nous interroger sur les raisons qui poussent à stimuler encore une demande déjà importante d'animaux de compagnie. Et peut-être pourrions-nous évoquer à ce propos le rôle économique de l'animal, qui est loin d'être négligeable.

Selon une estimation du Ministère de l'Agriculture, les ménages français dépenseraient chaque année pour leurs chiens 3 milliards de francs, soit une somme équivalente au budget du Ministère des Affaires Etrangères dont :

750 millions : achats de chiens

300 millions : soins vétérinaires et achats
de produits vétérinaires en
pharmacie

2 milliards : alimentation des chiens.

L'industrie des aliments préparés pour animaux familiers qui en 1976 a utilisé 130 000 tonnes de matière d'origine animale ou végétale est l'une des industries alimentaires la plus dynamique : son marché croît de 15 à 20 % annuellement (GOSSE) (8).

Ajoutons à cela les produits d'entretien, toilettage, laisserie, accessoires ou gadgets divers (et dans ce domaine l'imagination ne manque pas). Si certains objets sont utiles et cherchent à améliorer le confort de l'animal ou de son propriétaire, à résoudre partiellement certains problèmes (sacs de transport, litière pour chats, distributeurs de nourriture pour les animaux laissés seuls le week-end etc...) d'autres frisent le ridicule ou l'absurde (bottes de pluie, parfums pour chiens, manteaux de fourrure ou colliers nœuds - papillons!)

Mais la loi du commerce et du profit ignore bien sûr ces notions et l'on exploite sans frein un animal qui réunit à lui seul des qualités commerciales appréciables : il consomme, fait vendre et se vend.

Il se vend si bien en ce qui concerne les chiots que l'élevage français ne peut faire face à la demande. Ceci a ouvert la voie aux importations (400 000/an environ) en provenance principalement de Belgique, Hollande et Grande-Bretagne dans des conditions qui sont loin d'être parfaites : état sanitaire plus ou moins déplorable et références insuffisantes quant à la pureté de la race. L'exportation des chiots par contre est restreinte et , comme le constate le Ministère de l'Agriculture, la balance commerciale est très déficitaire dans ce domaine. Un effort de réorganisation de l'élevage français est donc nécessaire.

Ainsi intégré dans le circuit de l'offre et de la demande l'animal-objet se vend et s'achète. Le citadin le "consomme" comme un autre produit... et le jette pareillement quand il gêne ou ne sert plus.

B. Le rejet de l'animal.

200 000 pour les uns, 300 000 pour les autres, tel est le nombre d'animaux abandonnés chaque année en France. Notre pays détient en effet pour l'Europe le triste record des abandons. Comment expliquer ce phénomène de rejet ?

Tout d'abord par le fait qu'un animal, aussi facile soit-il, crée obligatoirement des servitudes qu'il serait bon de porter à la connaissance de son futur acquéreur au lieu de lui en laisser faire la triste expérience.

Il faut sortir le chien trois fois par jour, il ne supporte pas de rester seul et manifeste son désarroi en hurlant à la mort s'il ne se venge pas en rongant tout ce qui lui tombe sous la dent. Le chat grimpe dans les rideaux et "fait ses griffes" sur la moquette. L'un et l'autre mangent tous les jours sans compter qu'ils sont parfois malades... et tout cela finit par devenir coûteux. Ajoutons à cela les surprises désagréables que peuvent réserver certains animaux au caractère difficile et au coup de dent facile.

Et voilà que cet animal, sensé vous aider à supporter la vie, se met à vous la compliquer.

Mais le facteur déclenchant de l'abandon reste, il est vrai, les vacances. On peut avoir supporté tous ces désagréments au cours de l'année et ne pas résister au test des vacances.

Avec elles, les tensions de la vie urbaine s'effacent soudainement. Horaires, patrons, travail et immeubles tristes : tout est oublié. L'homme en vacances est transformé : il oublie ses soucis et refuse les contraintes. N'ayant momentanément plus besoin de l'aide psychique des animaux de compagnie, il les abandonne (G. ROUCHIER) (17).

Si un parisien sur trois ne part pas en vacances à cause de son animal, il n'en reste pas moins que 20 000 chiens et chats environ sont abandonnés chaque été pour cette seule agglomération.

Par ailleurs, ce phénomène est encore accentué par le fait que souvent animal et vacances sont incompatibles : au niveau des moyens de transport comme sur les lieux de vacances (hôtels, plages, camping etc...) la place de l'animal n'est pas prévue et le problème quasi-insoluble. Mais cela nous le verrons de façon plus détaillée au cours des chapitres suivants.

A signaler une autre cause d'abandon : le déménagement. Plus spécifiquement américaine (l'américain moyen change souvent de domicile : dans une vie environ 7 déménagements par famille), elle se rencontre cependant

également en France, la nouvelle demeure n'étant pas toujours propice à la présence animale (maison avec jardin que l'on quitte pour un appartement, conflit avec les nouveaux voisins etc...); notons en ce qui concerne les chats leur fréquent "oubli" à l'ancienne adresse.

Enfin certains pensent que le problème des abandons serait moins aigu si la proportion de bâtards n'était pas si importante (sur 8 millions de chiens, 1,5 à 2 millions seulement sont d'apparence pure dont 500 000 à 600 000 inscrits au L.O.F. selon les chiffres du Ministère de l'Agriculture. Il suffit cependant de se rendre dans un refuge pour constater la présence de nombreux chiens de race : depuis quelques années en effet Bergers allemands, Boxers, Caniches ou Epagneuls bretons se sont joints aux corniauds pour remplir les boxes.

C. La prolifération des animaux errants.

Euthanasiés ou confiés à un refuge de protection animale dans le meilleur des cas, attachés à un arbre ou semés sur la route des vacances pour les moins chanceux, chats et chiens sont ainsi rejetés par leurs maîtres.

Et là un deuxième phénomène intervient : non seulement ces animaux errent mais ils se multiplient.

Il faut cependant bien distinguer les chiens des chats. Ils ne vont généralement pas avoir la même destinée.

Le chien, plus disposé par son caractère à rechercher la compagnie d'un nouveau maître et plus facile à capturer, se fera adopter par une "âme charitable"; ou s'il ne se fait pas écraser entre temps, finira par échouer dans un refuge.

Par contre, le chat, plus enclin dans de telles circonstances à se cacher, sera beaucoup plus difficile à capturer. D'autre part l'homme, fort du grand principe selon lequel un chat se débrouille toujours, semble s'apitoyer moins facilement sur son sort. Même capturé, le chat voit surgir d'autres difficultés quant à son acheminement vers un refuge. En effet, par manque de moyens, bien des refuges ne disposent pas de chatteries. Donc le plus souvent, le chat restera à la rue. Comme par ailleurs, sa prolificité n'est un secret pour personne, de véritables meutes de chats errants vont se constituer. Meutes que ni la maladie, ni l'accident, ni la famine ne parviendront à décimer.

C'est ainsi qu'aujourd'hui des milliers de chats-clochards hantent les grandes villes; chaque terrain vague, cimetière ou grand ensemble possède sa tribu de chats errants. Notons, pour clore ce chapitre, que si la France ne voit pas encore ses chiens errants suivre cette destinée, les USA eux connaissent ce phénomène puisqu'à New York par exemple certains quartiers possèdent leurs ghettos de chiens redevenus sauvages (400 000 têtes environ).

III. Conséquences de la prolifération des animaux de compagnie en milieu citadin.

Il va sans dire que cette concentration animale en milieu urbain est à l'origine de quelques désagréments. Ceci est largement confirmé par les résultats de notre enquête : 35 municipalités sur 37 déclarent connaître des problèmes concernant chiens ou chats "tous les jours", "très souvent" précisent certaines villes; celle de Toulouse signale qu'elle reçoit de nombreuses plaintes et prépare un dossier en vue de trouver des solutions. Notons que c'est la seule question qui ait suscité tant d'unanimité dans ses réponses.

1. Inventaire des principaux problèmes.

- La répercussion sur l'hygiène générale.

Il s'agit en premier lieu des déjections animales sur les trottoirs, dans les jardins publics, quand ce n'est pas dans les aires de jeux réservées aux enfants. Ce problème a largement été évoqué dans la presse animalière et nous ne nous attarderons pas sur l'estimation quantitative de ce type de pollution qui a donné lieu à l'énoncé de nombreux chiffres quant à savoir le nombre de litres d'urine ou de tonnes d'excréments ainsi abandonnés chaque année sur les trottoirs de nos villes.

Mais c'est également la prolifération des chats dans les caves et cours des immeubles et grands ensembles. S'ils limitent à coup sûr la population de rats, en contre partie ils apportent leur cortège de puces qui trouvent là un milieu particulièrement propice à leur multiplication. A cela s'ajoute le problème des odeurs : matous "marquant" abondamment leur territoire ou cadavre de chats en décomposition au fond d'une cave.

- le bruit :

Il est aussi signalé, sous la forme des aboiements trop fréquents ou des hurlements de chiens laissés seuls dans les appartements. Cette forme de nuisance est à l'origine de nombreuses plaintes auprès des municipalités.

- les accidents.

Cyclistes renversés par des chiens, griffades et bien sûr morsures particulièrement redoutées pour les enfants et dans les régions atteintes par la rage. Au cours de ces derniers mois, constate l'AFIRAC (1), les services de l'Electricité et du Gaz de France, ainsi que la Direction des Postes au Ministère des PTT ont dû prendre des mesures relatives à la prévention des morsures de chiens dont sont victimes les agents de ces administrations. La Direction Générale des Postes a même été amenée à faire réaliser une étude sur les

morsures de chien en milieu postal et a entrepris une campagne d'information tant auprès du personnel distributeur qu'auprès des propriétaires de chiens. Une campagne test menée en 1978 dans la région de Rennes aurait amélioré considérablement la situation.

- Les zoonoses.

Nous ne pouvons clore cette liste sans évoquer le problème des zoonoses. Si 70 affections frappant les animaux de compagnie (toutes espèces comprises) peuvent affecter l'homme, nous n'en citerons que quelques unes plus remarquables par leur fréquence, leur extension ou la gravité qu'elles représentent.

Certaines revêtent un aspect ponctuel : telle la teigne qui peut cependant prendre la forme d'une petite épidémie familiale, la toxoplasmose représentant un danger certain pour la femme enceinte, ou l'ascaridiose pouvant atteindre l'enfant sous forme de larva migrans.

D'autres prennent un caractère plus général comme l'ornithose psittacose. Des tests sérologiques effectués sur les pigeons de Paris ont montré que de nombreux pigeons présentaient des réactions positives. Et si le risque de contamination reste limité, il ne faut cependant pas le sous-estimer.

C'est bien sûr aussi le cas de la rage qui, à l'inverse des autres zoonoses fait l'objet d'une information beaucoup plus importante auprès du public. Si cela nous semble parfaitement justifié du fait de son caractère mortel, nous ne pouvons qu'approuver

la remarque de la municipalité de Tarbes selon laquelle il ne faudrait pas oublier pour autant d'informer le public sur les autres maladies transmissibles de l'animal à l'homme.

Cependant sans vouloir nier les risques de contamination de l'homme par l'animal, nous n'irons pas jusqu'à le qualifier, comme certains, de dangereux commensal de l'homme. Nous pensons en effet qu'un chien ou un chat, bien entretenu, vacciné, déparasité régulièrement, représente un danger très limité pour la santé humaine, pour peu que soient respectées quelques règles élémentaires d'hygiène et qu'une trop étroite promiscuité soit évitée.

Il faut par contre ne pas minimiser ces risques pour les personnes entretenant dans un espace parfois restreint et dans des conditions d'hygiène défectueuses un nombre considérable d'animaux. Une enquête effectuée en France sur l'infection à *Yersinia pseudotuberculosis* (18) et portant sur 2550 familles en milieu urbain, vivant pour les 9/10 en appartement, a montré que 390 avaient plus de 2 animaux dont :

70 : de 3 à 5 chats

120 : 2 chats plus d'autres animaux

40 : 2 chiens plus d'autres animaux

+ de 70 : de véritables ménageries !

Voyons pour terminer les nuisances dues aux pigeons. Ils peuvent, nous l'avons vu, être porteurs de maladies transmissibles à l'homme. Mais ils sont également la cause de plaintes nombreuses tant par leur action

dégradante sur les statues ou monuments qu'ils maculent de leurs déjections, que par leurs recoulements et battements d'ailes matinaux qui perturbent le sommeil de certains citadins.

2. La sensibilité du citadin à ces problèmes.

L'indifférence est rare concernant la présence de l'animal dans la ville. Propriétaires d'animaux et non possesseurs sont prêts à défendre leurs convictions avec acharnement. Chacun restant finalement sur ses positions, il en résulte des situations de conflits : le maître niant la gêne parfois évidente que crée son animal pour l'entourage, le zoophobe s'emparant du moindre incident pour crier haro sur le chien, et niant les bienfaits que peut apporter l'animal à la société.

Ainsi apparaissent des courants animalophobes. Si New York a connu ses manifestations antichiens, la France voit se constituer des associations contre les nuisances créées par certains chiens (9). Cette animalophobie peut également se concrétiser par des actions punitives dirigées contre l'animal (chiens tués par balles ou empoisonnés).

En revanche, se sont également multipliées les associations ayant pour thème l'animal, visant à sa protection, son intégration dans la cité ou l'éducation de ses propriétaires.

C'est ainsi qu'aux classiques sociétés de protection animale (SPA), à l'EACPV (Entraide des amis des chats et des pigeons des villes), se sont joints : le CNPA (Conseil National de Protection Animale) en 1973, l'AABAC (Association pour l'amélioration et le bien-être des animaux de compagnie) créée début 1978, la Ligue des Droits de l'Animal, et récemment l'AFIRAC (Association Française d'Information et de Recherche sur l'Animal de Compagnie).

Les pouvoirs publics, quant à eux, se sont également emparés de ces problèmes. Bien des municipalités s'en préoccupent, comme le confirme notre enquête. La mairie de Paris a confié ce problème à Madame J. NEBOUT responsable de la commission sur "l'insertion de l'animal dans la cité" et fin 1979 Monsieur MICAUX député de l'Aube s'est vu chargé auprès du Ministère de l'Agriculture d'étudier le renforcement de la protection animale.

Si une telle sensibilisation à ces problèmes s'est développée récemment, l'augmentation des effectifs d'animaux de compagnie dans les villes ne l'explique pas à elle-seule.

En effet, si l'on reprend les chiffres moyens, on obtient :

	Nombre de chiens	chats
1968	6 000 000	7 000 000
1974	7 000 000	8 000 000
1977	8 000 000	8 500 000

Ceci ne représente finalement pas un accroissement si considérable du nombre de ces animaux.

Nous pensons qu'il faut évoquer ici le phénomène de concentration humaine en milieu urbain.

Tel les autres espèces, l'homme n'échappe pas à cette loi de la nature selon laquelle des troubles apparaissent dans toute concentration excessive d'individus. Si chez les animaux le surpeuplement modifie à la fois le comportement et les fonctions physiologiques, chez l'homme il existe une nette corrélation entre une densité de population très forte et la fréquence de troubles mentaux (13).

Sans aller jusque là, peut-être faut-il voir dans l'exaspération des uns à la vue d'un animal et dans l'affection sans borne des autres pour ce même animal quelques manifestations de ces difficultés à se supporter les uns les autres dans un univers restreint de béton et de bruit.

Plutôt que de partir en guerre contre la surpopulation canine, peut-être faudrait-il penser à fixer certaines limites à la densité de la population humaine en certains lieux. La notion de saturation est aussi valable pour les hommes que pour ses chiens.

DEUXIEME PARTIE : Solutions actuelles et propositions pour l'avenir.

Nous allons ici étudier les différentes mesures susceptibles d'améliorer la situation : nous verrons pour chacune d'elles ce qui existe actuellement, ce qui est tenté expérimentalement par certaines villes, ce qui peut s'envisager pour l'avenir. Mesures d'adaptation ou mesures répressives, nous essayerons d'en voir leurs avantages, leurs limites et leurs inconvénients.

I. Maîtrise de la prolifération

1. Identification

Force est de constater que la plupart du temps chiens et à fortiori chats sont des êtres anonymes : par négligence pour certains maîtres, délibérément pour d'autres qui voient ainsi une façon d'échapper à leur responsabilité en cas d'accident provoqué par leur animal. Sans collier ni tatouage, ils viennent gonfler les effectifs des animaux classés errants.

A. Le collier avec médaille d'identification

Pourtant la législation actuelle a prévu pour les chiens le port obligatoire du collier indiquant le nom et le domicile du propriétaire de l'animal, comme le rappellent les arrêtés municipaux. Personne

ne s'étonnera cependant de constater la non-application quasi générale de ce texte à l'exemple de bien d'autres réglementations. Peut-être les maires pourraient-ils remédier à cette situation en envisageant des contrôles effectifs de l'application de cet arrêté, afin qu'il devienne enfin réalité. La ville de Toulouse semble d'ailleurs s'être d'ores et déjà attaquée au problème. Par un arrêté du 7.08.79 en plus du classique collier muni d'une plaque d'identification, les chiens doivent porter également une médaille de contrôle délivrée par le service municipal des contributions, indiquant un numéro d'ordre et le millésime de son émission.

B. Le tatouage.

Cette méthode consistant à inscrire à l'aide d'un dermographe ou d'une pince, un numéro sur la face interne de la cuisse ou dans l'oreille du chien fait l'objet de quelques controverses, controverses plus nombreuses encore dans le cas du chat que nous envisagerons ensuite.

En effet, si le tatouage contrairement à la médaille ne peut ni se perdre ni s'échanger, il présente selon certains de nombreux défauts.

Il est souvent illisible ou le devient avec le temps. Si nous sommes parfaitement d'accord sur ce point, nous voudrions cependant souligner que ces caractères sont ceux d'un tatouage mal fait. Et nous

pensons pour notre part qu'une bonne utilisation du démographe permet d'obtenir d'excellents résultats quant à la lisibilité et la pérennité de l'inscription.

D'autres font remarquer fort justement qu'il n'est pas toujours facile de le lire pour peu que le chien manifeste quelque agressivité. C'est pourquoi nous pensons qu'il vaut mieux, lorsque c'est possible, l'effectuer à l'oreille qu'à la cuisse. Est-il en effet beaucoup plus difficile et dangereux de chercher à lire un numéro dans une oreille qu'une adresse sur le collier d'un chien aux crocs dissuasifs ?

A ceux louant sa qualité de permettre l'identification rapide du propriétaire de l'animal, ils répliquent que tout cela n'est qu'illusion. Que doit faire en effet toute personne trouvant un chien tatoué ? Une seule et unique chose : prendre contact avec la Société Centrale Canine qui détient le fichier, or cela beaucoup de gens l'ignorent. Et nous avons eu pour notre part l'occasion de rencontrer des personnes ayant trouvé et gardé un animal tatoué par simple ignorance de la signification de ce numéro.

Si cependant cette étape est franchie, la fiche retrouvée, il faut encore que l'adresse indiquée soit bien celle de l'actuel propriétaire, ce qui n'est pas toujours le cas. Vente par un éleveur, changement de propriétaire, déménagement : tous ces actes constituent des changements d'adresse et doivent, en tant que tels,

être signalés à la Société Centrale Canine, ce que beaucoup de gens négligent. Nous avons également constaté à maintes reprises au cours de nos remplacements que certaines personnes omettaient tout simplement d'envoyer le double de leur carte à la Société Centrale Canine. Nous pensons que les vétérinaires devraient se charger eux-mêmes de ces envois, geste qui pourrait être inclus, nous semble-t-il, dans le coût de l'intervention.

En conclusion de tous ces faits, il apparaît qu'un minimum d'information par voie de presse ou télévisée, de la part des pouvoirs publics et des vétérinaires pourrait permettre très certainement de limiter ces erreurs et oublis.

Une autre question se pose : doit-on rendre le tatouage obligatoire ?

Les uns voient dans cette mesure une atteinte à la liberté individuelle (il y en a à notre avis beaucoup d'autres plus manifestes que celle-ci) ou une façon de recenser les propriétaires de chiens afin de pouvoir ensuite créer un impôt, les autres un risque pour l'animal, beaucoup de propriétaires préférant d'après eux se débarrasser de leur chien plutôt que de payer pour son tatouage. A cette dernière affirmation, nous répondrons qu'il serait facile d'y remédier en diminuant le coût de cette intervention qui nous semble effectivement trop élevé.

Il nous semble que le tatouage obligatoire apporterait un certain nombre de bienfaits compensant largement le caractère contraignant qu'il peut avoir aux yeux des propriétaires de chiens : augmentation des chances de retrouver le maître en cas de perte, protection contre le vol, diminution probable du nombre d'abandons, prolongation du délai de garde en fourrière, dérogation à l'abattage en cas de morsure par un animal enragé si le chien est vacciné, levée de toute ambiguïté quant à l'identification de l'animal lors d'opérations commerciales permettant de limiter d'éventuelles fraudes tant sur le plan des vaccinations que sur celui de la race.

Nous constatons d'ailleurs avec satisfaction que nous glissons progressivement vers ce statut.

En effet, après l'obligation du tatouage pour les chiens inscrits au livre généalogique (arrêté du 16 février 1971), de ceux cédés par des marchands ou transitant par des établissements spécialisés (établissements où les animaux font l'objet d'un transfert de propriété; établissements de dressage et de garde; refuges S.P.A., fourrières si l'animal y séjourne plus de 15 jours; établissements de location et instituts de recherche biomédicale) par la loi du 22 décembre 1971, à partir du 22 février 1980 dans les départements déclarés officiellement atteints par la rage tous les chiens pour lesquels la vaccination antirabique est obligatoire devront être tatoués.

Cela concerne donc pour ces départements tout chien non tenu en laisse et muselé, qu'il soit chien de chasse, de garde, de berger ou simple corniaud de quartier.

Cette extension du tatouage est vivement souhaitée par de nombreux organismes de protection animale et cela est également confirmé par notre enquête. A la question : "êtes-vous favorable au tatouage obligatoire"? nous obtenons :

Oui	: 28	pour les chiens
Non	: 6	
abstention	: 3	

Oui	: 23	pour les chats
Non	: 10	
abstention	: 4	

Dans le cas des chats, les réponses négatives sont généralement accompagnées des commentaires suivants : irréalisable, impossible vu leur prolifération. Nous sommes très conscients que le problème est encore plus complexe pour les chats. Mais n'est-ce-pas entretenir le cercle vicieux anonymat-abandon-prolifération que de ne rien tenter ?

Les débuts en tous cas sont bien timides puisque 4 000 chats seulement étaient tatoués en 1979 (soit 1 pour 2 000 environ) (6). Ce tatouage à l'oreille doit s'effectuer le plus souvent sous anesthésie générale et peut être fait à l'occasion d'une opération de stérilisation. L'exemple est donné à Paris par les

Associations de Protection Animale "Assistance aux animaux" et "l'Ecole du chat" qui ont commencé une vaste opération stérilisation - tatouage des chats errants des cimetières Montmartre et Le Père Lachaise.

Les refuges de protection animale ne devraient d'ailleurs proposer l'adoption que des chiens et des chats tatoués (ce que certains refuges font déjà). La question de l'exécution matérielle de ces interventions et de leur coût se pose bien évidemment, mais il nous semble qu'elle pourrait être résolue par une participation des communes et pouvoirs publics d'une part, des vétérinaires d'autres part, ainsi que par une contribution de l'adoptant.

Il y a en effet encore beaucoup à faire dans ce domaine pour gonfler le chiffre actuel (1 100 000) de chiens tatoués et le tatouage obligatoire serait une excellente façon d'y parvenir, moyennant une information correcte du public à ce sujet, une diminution de son coût et une assurance quant à ses qualités de lisibilité et pérennité.

En conclusion, nous pensons que port du collier et tatouage sont deux moyens complémentaires de résoudre le problème de l'anonymat de l'animal et donc de son propriétaire. L'application d'un certain nombre d'autres mesures suppose en effet ce premier point acquis.

2. Capture des animaux errants

Les obligations des maires dans ce domaine sont clairement définies par la législation : ceux-ci sont tenus d'organiser la capture des animaux errants et d'installer des locaux de fourrière en vue de leur accueil (article 213 du Code Rural).

La capture assurée par des employés municipaux est réalisée

- pour les chiens au moyen de lassos si leur capture à la main s'avère dangereuse.
- pour les chats par l'emploi de pièges appâtés nécessitant d'être relevés régulièrement afin de ne pas laisser l'animal enfermé trop longtemps dans la trappe, ou s'il s'agit d'un animal prisonnier d'un local clos à l'aide d'une épuisette et d'un sac.

Si le chien se révèle insaisissable ou dangereux (attaquant personnes ou animaux) il pourra être abattu sur place ou éventuellement capturé par anesthésie à distance. Les chats quant à eux, considérés comme "harets" s'ils errent à plus de 200 mètres des maisons, pourront alors être tirés à vue. Mais ce cas risque peu de se produire pour nos chats citadins. Par contre, en région déclarée atteinte par la rage, cette dernière mesure s'applique à tous les chats qu'ils soient ou non loin des habitations. Ceux-ci ne doivent en effet pas divaguer même s'ils portent la marque de leur propriétaire et sont correctement vaccinés.

Les animaux ainsi capturés doivent alors être dirigés vers une fourrière. Ils sont gardés dans ces locaux de 48 h à 8 jours, selon qu'ils portent ou non collier d'identification ou tatouage. En zone atteinte par la rage, ce délai est réduit à 48 h pour tous les chiens qu'ils soient ou non identifiables; les chats seront eux abattus le jour même.

L'abattage peut être réalisé par injection, par l'emploi d'un pistolet d'abattage pour les chiens, par anesthésie au chloroforme puis gazage pour les chats, tous ces procédés étant agréés par les Directions des Services Vétérinaires. Dans un certain nombre de cas cependant et en infraction avec la législation, ces animaux sont transférés dans les refuges de protection animale.

Dans le cas où le propriétaire se manifeste, il pourra récupérer son animal moyennant le règlement des frais de fourrière (capture, nourriture et garde) et la signature d'un document soulignant les risques que cet animal présente en matière de transmission de rage du fait qu'il a erré en dehors de tout contrôle pendant une certaine période. Dans les départements atteints par la rage l'animal ne sera rendu à son maître que s'il est vacciné et tatoué.

Voici donc résumés les textes en vigueur. Leur application, comme on pouvait s'y attendre, pose bien des problèmes tant sur le plan de la capture (manque de personnel, de véhicules de ramassage, insuffisance

démoyens) que sur celui des structures d'accueil (locaux en nombre insuffisant). Dans notre enquête, bien des municipalités avouent connaître ces difficultés pour les chiens et plus encore pour les chats qui font rarement l'objet d'opérations de capture par les services municipaux. Ces captures quand elles ont lieu, sont plus souvent le fait de particuliers ou de sociétés de protection animale.

En effet dans ce domaine le rôle des SPA est particulièrement important et justifie pleinement leur reconnaissance en tant qu'organismes d'utilité publique. Ces sociétés disposent généralement de personnel, de moyens, de locaux plus importants que ceux des municipalités, ce qui peut sembler paradoxal quand on sait qu'il s'agit d'organisations privées fonctionnant sur le plan financier uniquement à l'aide de cotisations, dons et subventions. La carence des pouvoirs publics en ce domaine est tout à fait regrettable.

De ce fait, bien souvent, plutôt que de créer des locaux de fourrière, les communes préfèrent se mettre en rapport avec les refuges des SPA. Ceci a donné naissance à de nombreux refuges-fourrières. Le législateur l'a prévu, qui précise que les animaux de chaque catégorie (animaux errants dirigés sur la fourrière, animaux remis par leurs propriétaires dirigés sur le refuge) doivent être hébergés dans des locaux différents excluant leur contact.

Il faut en effet préciser à ce sujet que tout animal trouvé doit normalement être dirigé sur la fourrière. Seul l'animal que le propriétaire déclare avoir en sa possession depuis 6 mois au moins (ou depuis sa naissance pour l'animal de moins de 6 mois) est normalement admis dans les refuges. Règle bien souvent non respectée, ce qui est peut-être regrettable en matière de prophylaxie antirabique, mais qui s'explique fort bien. En effet si tous les animaux trouvés par des particuliers étaient dirigés vers les locaux de la fourrière, ces derniers afficheraient rapidement "complet". Nous avons pour notre part connu le cas d'un refuge qui, à la demande des autorités préfectorales, s'est vu contraint d'appliquer strictement ce règlement. Ceci a eu pour principal résultat de laisser errer les chiens errants ! L'absence de fourrière à proximité, le manque de personnel pour effectuer le transport de l'animal jusque là et l'impossibilité du refuge de le prendre en charge contraignaient les personnes ayant recueilli l'animal à le relâcher dans la nature.

Avant de demander tant de fermeté dans l'application des mesures en vigueur, peut-être faudrait-il se donner les moyens de les rendre pratiquement réalisables en créant les structures adéquates.

Un certain nombre de municipalités ont passé des conventions avec les refuges SPA. Elles apportent une subvention, généralement proportionnelle au nombre d'habitants de leur commune, au refuge - fourrière qui accueille les animaux en provenance de leur territoire. En ce qui concerne plus particulièrement les animaux ayant mordu ou griffé, la SPA se charge alors de leur mise sous surveillance sanitaire pendant 15 jours. C'est ce qu'a réalisé entre autres la SPA de Lyon avec un certain nombre de communes de la région. A titre d'exemple le barème fixé en 1979 était le suivant :

Nombre d'habitants	Somme versée annuellement
moins de 500	50 F
500 à 1 000	75
1 000 à 2 000	150
2 000 à 5 000	350
5 000 à 10 000	750
10 000 à 20 000	1500
+ 10 000	+ 1000

Les communes n'ayant pas accepté cette convention payent pour la mise sous surveillance sanitaire : 980 F pour un chien, 725 F pour un chat (visites sanitaires, nourriture et garde de l'animal).

Il nous semble logique que les communes ne pouvant se charger elles-mêmes, comme elles en ont le devoir, de la capture et de l'accueil des animaux errants participent financièrement à ce travail.

Certaines municipalités pourtant s'y refusent ou versent des sommes dérisoires (350 F par exemple pour une ville de 35 000 habitants). Nous voyons en cela un manquement le plus élémentaire à leur devoir. Il nous semble urgent que chaque municipalité soit en mesure de réaliser effectivement la capture et l'accueil des animaux errants.

Nous terminerons ce chapitre par une remarque. En dehors de sociétés de protection animale, certains particuliers recueillent des animaux errants en grand nombre et parviennent à réaliser des scores étonnants : 15 chiens ou 40 chats dans une maison. Si certaines de ces personnes ont les moyens financiers et les terrains suffisants pour les accueillir dans des conditions convenables, ce n'est pas le cas de toutes. Et l'on arrive à ces situations déplorables d'"amis des bêtes" faisant vivre un nombre considérable d'animaux dans un espace restreint, avec une alimentation insuffisante et dans des conditions d'hygiène lamentable justifiant pleinement leur appellation de "ghetto animal". Ces personnes sont généralement l'objet de critiques sévères mais nous voudrions seulement souligner que ces situations seraient peut-être moins fréquentes si la collectivité ne se montrait pas si inapte à résoudre elle-même le problème des animaux errants.

3. Mesures de raréfaction

L'insuffisance des opérations de capture des animaux errants ouvre la voie à leur prolifération, en ce qui concerne les chats en particulier comme nous venons de le voir.

A. Méthodes actuelles de capture

Pour pallier aux désagréments que créent ces armées de chats clochards, les pouvoirs publics en sont réduits lorsque leur présence devient particulièrement gênante (plaintes nombreuses, risques accrus de contamination par la rage ...) à limiter leurs effectifs par des opérations très ponctuelles de "déchatisation".

La capture à l'aide de trappes demandant du personnel, du temps et de la patience, bien des municipalités ont recours à des procédés plus simples et plus rapides : généralement l'empoisonnement par le chloralose. Complétant ces opérations de raréfaction, une autre mesure visant à limiter les effectifs consiste en l'interdiction de nourrir les animaux errants dans tous les lieux publics. Cette mesure, présente dans tous les arrêtés municipaux, vise essentiellement les chats et les pigeons. Nous ne pouvons que désapprouver une telle méthode qui, si elle reste valable sur le plan de l'efficacité, nous semble inacceptable sur celui de la plus simple humanité. Préconiser la limitation des populations d'animaux errants par la famine démontre, s'il en

était encore besoin, la carence des pouvoirs publics en ce domaine.

Dans ce chapitre, nous ne pouvons passer sous silence le cas des pigeons dont les effectifs se sont largement répandus dans toutes les villes. En ce qui les concerne plusieurs méthodes de capture sont utilisées : empoisonnement, emploi de répulsifs déposés sur les toits où ces oiseaux viennent s'engluier et agoniser lentement, usage de pièges à fils responsables de nombreuses mutilations ou capture au filet. Cette dernière méthode est la moins onéreuse, peut-être la moins barbare et certainement la plus employée.

Ces opérations ne sont pas toujours faciles, les pigeons se montrant beaucoup plus méfiants qu'il pouvait paraître, à tel point qu'une capture ne peut que difficilement être renouvelée au même endroit.

Elles sont généralement effectuées par des entreprises commerciales (c'est le cas par exemple de l'"élevage du pigeon français") à la demande des municipalités.

Après avoir effectué un tri de ces oiseaux (les nombreux malades ou blessés lors de la capture ou du transport sont euthanasiés), ces entreprises tirent en effet profit des "bien portants" qui leur permettent de fournir les tirs aux pigeons vivants ou qui sont destinés à la consommation (boîtes de conserves pour animaux notamment).

Il va sans dire que si ces opérations se révèlent satisfaisantes sur le moment, leur efficacité n'est qu'éphémère et leur renouvellement nécessaire. Il est prouvé en effet que lorsque l'on prélève une quantité importante de pigeons dans une population, celle-ci a tendance à se reproduire beaucoup plus vite pour compenser le vide (passant de 2 à 5 ou 6 couvées par an).

Il apparaît donc nécessaire de trouver des solutions d'efficacité plus durable et des méthodes plus humanitaires pour diminuer ces populations animales : s'attaquer véritablement aux causes plutôt que de courir après leurs conséquences. Plutôt que de s'acharner à capturer la descendance trop nombreuse et toujours renouvelée de ces chats et pigeons, ne serait-il pas plus logique et plus efficace de les empêcher de se reproduire : opérations de stérilisation pour les chats, distributions de graines anticonceptionnelles pour les pigeons.

Cela pourrait même se révéler plus économique quand on sait que la mort d'un chat par les méthodes actuelles de capture revient aussi cher sinon plus à la collectivité que sa stérilisation.

B. Stérilisation des chats errants

Si la stérilisation des chats et chattes est devenue courante en tant qu'opération de convenance, elle n'est pas encore utilisée comme méthode de limitation des populations félines : il nous semble pourtant que ce serait le plus sûr moyen de ramener les effectifs de chats errants à un nombre raisonnable.

Il ne s'agit pas de supprimer totalement ces populations qui semblent avoir une action non négligeable dans la lutte contre les rongeurs (certains sous-sols de ZUP où la destruction des chats est systématique ont été envahis par les rats) sans parler de leur rôle social incontestable pour les personnes âgées qui les nourrissent et qui les aiment.

Pour M. DESNOYERS (5) l'opération pourrait se dérouler ainsi :

- délimitation d'une zone de capture avec pose de trappes (environ 2 à 8 par hectare) en marge des lieux où se tiennent habituellement ces animaux.
- estimation de la population féline de cette zone et détermination du nombre de chats à relâcher après stérilisation (en principe 1 sur 3 à 1 sur 5, les autres étant euthanasiés).
- information du public concerné par voie de presse ou radiotélévisée locale sur le mode de réalisation et le lieu de cette capture.

- technique de stérilisation : hystérectomie pour les femelles, vasectomie pour les mâles de façon à éviter les risques de perturbation de leurs instincts de chasse ou de défense du territoire.

Des bénévoles se chargeraient de la surveillance des trappes (les appâter, les relever) et du transport de ces animaux chez un vétérinaire qui réaliserait les opérations de stérilisation - tatouage - vaccination.

Un certain nombre de vétérinaires sont prêts à pratiquer des tarifs préférentiels pour ces opérations de stérilisation de chats errants.

Si cela peut paraître utopique aux yeux de certains, c'est en tous cas déjà réalité pour les chats des cimetières Montmartre et Père Lachaise comme nous l'avons déjà signalé. La ville de Paris accueille plutôt favorablement cette initiative de l'"Ecole du chat" et "Assistance aux animaux" et envisage même la création de maisonnettes permettant d'abriter pendant l'hiver ces chats errants d'un nouveau type. Ce qualificatif ne leur convient d'ailleurs plus puisqu'ils ont perdu leur anonymat et ils se sont vus attribuer la dénomination de "chats libres".

Les refuges pourraient compléter activement cette action de stabilisation et de contrôle des populations d'animaux errants en ne présentant à l'adoption

que chats, chattes et chiennes stérilisés. Certaines personnes risquant de refuser d'adopter un animal castré, au nom de mille et une idées reçues plus ou moins fondées sur les conséquences néfastes de ces opérations pour l'animal, on pourrait même envisager de leur laisser choisir le mode de stérilisation de leur futur animal (ovariectomie, hystérectomie ou ligature de trompes pour les femelles, castration ou vasectomie pour les mâles). Quant aux quelques adoptants désirant faire reproduire leur animal, ils pourraient s'adresser à des élevages. Le rôle d'un refuge de protection animale n'est pas de permettre la reproduction d'animaux déjà en sur-nombre mais bien d'en limiter la multiplication.

Dans le même but, nous pensons que les vétérinaires pourraient jouer un rôle utile en informant largement leur clientèle sur les méthodes de contraception, stérilisation, avortement, et en éliminant de l'esprit de bien des propriétaires d'animaux des idées aussi tenaces que fausses telle que celle par exemple de gestation dans un but de santé et d'équilibre pour l'animal. Ceci permettrait peut-être de voir augmenter le nombre des demandes de stérilisation.

Cela supposerait également de voir se lever un frein non négligeable à ces demandes : leur coût. Si la castration du chat reste d'un prix accessible, beaucoup de propriétaires reculent devant celui des ovariectomies de chattes et a fortiori de chiennes.

Il pourrait à notre sens être diminué, non que nous sous estimions le travail et le temps que peut demander une ovariectomie ou hystérectomie, mais nous pensons que cela pourrait être admis par les vétérinaires comme la participation d'une profession qui existe et qui vit par les animaux, à une meilleure protection de ceux-ci.

Nous voudrions enfin aborder un dernier point : la destruction des portées. En attendant l'extension des opérations de stérilisation, il nous semble urgent de favoriser et faciliter l'euthanasie des portées : informer les gens sur les méthodes qu'ils peuvent utiliser eux-mêmes sans risque de faire souffrir les animaux (en particulier l'anesthésie par l'éther ou le chloroforme plutôt que la noyade) ou sur les recours qui s'offrent à eux (euthanasies réalisées par certains bénévoles membres de sociétés de protection animale, par les refuges ou les vétérinaires). Les vétérinaires se sont engagés, par la voix de leur syndicat, à euthanasier gratuitement les portées de chatons et de chiots de moins de quatre jours. Beaucoup de gens l'ignorent. Quelques affiches dans les salles d'attente seraient les bienvenues pour remédier à cet état de fait.

C. Distribution de graines anticonceptionnelles aux pigeons.

Cette méthode a été employée avec succès par la ville de Genève depuis 1970 (méthode Ornistéril). Elle consiste en la distribution de grains (blé ou maïs) imprégnés d'une substance hormonale, l'ornitrol, qui conduit à un arrêt quasi total de la ponte; cette distribution de grains, à raison de 40 grammes par pigeon et par jour, est réalisée pendant les principales périodes de ponte (avril à juin et septembre-octobre, soit environ 150 jours par an). Entre ces périodes, il est recommandé de continuer à distribuer des grains ordinaires de façon à maintenir les pigeons sur les lieux choisis.

Le nombre des éclosions peut ainsi être réduit d'environ 90% sur une année.

A Genève, la distribution de ces grains est effectuée pour une moitié par le personnel municipal et pour l'autre par des particuliers. Ces derniers se les procurent auprès de grainetiers auxquels la ville a cédé un certain tonnage à prix approprié.

Une seule distribution journalière est suffisante, de préférence de bonne heure le matin avant que les personnes habituées à nourrir ces oiseaux ne se manifestent.

Si les lieux de distribution sont convenablement choisis (en particulier proches d'espaces verts et boisés), cela permet outre la diminution du nombre

de pigeons, leur regroupement loin des principaux bâtiments publics et monuments. Une participation, sous forme de cotisation annuelle, des Monuments Publics, immeubles ou hôtels qui subissaient des déprédations dues à ces pigeons, peut même être envisagée de façon à soulager la part du budget municipal réservée à cette opération (cette disposition est également appliquée à Genève).

En France, un certain nombre de villes ont commencé à mettre ce procédé en pratique : Paris, Caen, Angoulême ou Nice, dont les premières distributions de graines datent de 1976, avec cependant des périodes de distribution de durée beaucoup moins longue qu'à Genève : 2 fois 10 jours par an (au printemps et en automne).

En 1978 cette ville ne se montrait pas totalement satisfaite des résultats : elle enregistrait une diminution des éclosions de 40% environ.

Faut-il attribuer ce demi échec à la trop courte période de distribution ou, comme certains le soulignent, à l'indiscipline d'une frange de la population qui s'obstine à continuer de nourrir les pigeons durant ces périodes. La solution préconisée par la ville de Genève, consistant à faire participer à la distribution les amis des pigeons, pourrait peut-être améliorer cette situation.

II. Prévention de l'hygiène publique.

S'il était surtout question dans le chapitre précédent des chats et des pigeons, celui-ci vise plus particulièrement les chiens. En effet, nous allons traiter ici des problèmes d'hygiène d'ordre général, or si les populations de chats errants et pigeons étaient ramenées à des chiffres raisonnables par une véritable lutte contre leur prolifération anarchique et si une surveillance réelle de leurs effectifs était instaurée, les problèmes d'hygiène les concernant seraient pratiquement résolus. Quant aux chats appartenant à des particuliers, s'ils peuvent poser des problèmes d'hygiène c'est essentiellement à l'intérieur des appartements. Cela concerne donc individuellement chaque maître qui peut résoudre le problème comme il l'entend, mais ne met absolument pas en cause l'hygiène publique. Ce n'est bien entendu pas le cas du chien qui est à l'origine d'une "pollution" extérieure incontestable.

Ce problème a maintes fois été évoqué dans la presse et a joué en quelque sorte le rôle de détonateur d'une vague de protestations contre la multiplication des chiens en ville : protestations d'associations ("les droits du piéton", "association contre les nuisances créées par certains chiens") ou plaintes répétées de particuliers auprès des municipalités.

La "pollution canine" serait une des revendications qui revient le plus souvent, immédiatement après celles concernant les transports en commun.

Les déjections des chiens sur les trottoirs seraient à l'origine de plus d'une centaine d'accidents par an et causent en tout cas une gêne évidente, comme le confirme un certain nombre de sondages. L'un d'eux effectué à Paris place le chien en deuxième position en tant de facteur de gêne dans la vie du piéton avec 68% des réponses, après les papiers et détritus jetés sur les trottoirs (82%) et bien avant les autos (55%) ou les travaux (48%) (2).

S'il est vrai que cette pollution garde un caractère très anodin lorsqu'on la compare à d'autres (industrielles ou automobiles pour ne citer qu'elles) il faut cependant la prendre en considération pour son caractère antihygiénique indéniable.

Bien des gens soulignent le sans-gêne et l'indiscipline de nombreux propriétaires de chiens. Si certains maîtres font effectivement preuve d'une désinvolture regrettable lors de la promenade de leur chien et donnent à leurs adversaires d'excel-lentes raisons de protester, il faut aussi reconnaître que les solutions brillent parfois par leur absence. Certains quartiers de centre ville peuvent donner matière à réflexion quant au choix de l'itinéraire de promenade à un maître vigilant et soucieux de la propreté de sa cité, quand bien même il serait

doté d'un chien particulièrement compréhensif et coopérant.

Nous allons tout d'abord énumérer les diverses solutions qui se présentent et ensuite nous essayerons d'évaluer leur degré d'efficacité en fonction des résultats de notre enquête.

1/ Les moyens de sauvegarde de l'hygiène publique.

Ils consistent soit en la création de structures particulières (bacs à sable, édicules, surfaces d'herbe) soit en l'amélioration de l'utilisation de celles existantes (caniveaux), le tout assorti de mesures d'incitation (information du public) ou de répression (amendes) et nécessitant également des mesures réparatrices (nettoyage).

- Bacs à sable

Ce système est déjà en vigueur dans un certain nombre de villes étrangères : New York, Rotterdam ou Copenhague. Dans cette dernière ville, la méthode semble au point : répartition notamment près de parcs ou jardins publics de tas de sable assez vastes et plantés en leur milieu d'un poteau attirant les mâles et retenant les odeurs. Le sable est changé une fois par mois et utilisé comme engrais pour les plantations urbaines (ROUCHIER) (17).

En France quelques essais ont été tentés comme nous le verrons plus loin.

- Surfaces d'herbe

Cette solution a été proposée en particulier par la commission présidée par Mme Nebout pour la ville de Paris. Il s'agit de la création de zones gazonnées partout où la surface du trottoir le permet et plus particulièrement au pied des arbres (expérience réussie semble-t-il à Vincennes).

- Edicules spécialisés

Nommés "canigites", "canisiennes" ou "vespachiennes" au gré de l'imagination de leurs inventeurs, il peut s'agir en fait d'édicules très différents allant du simple bac en plastique moulé aux appareils très sophistiqués avec chasse d'eau, évacuation branchée sur l'égout et incorporation de cartouches odoriférantes attirant les chiens.

En France les premiers ont fait leur apparition à Nice dès 1973, d'autres ont été installés ensuite dans un certain nombre de villes notamment Paris, Gennevilliers, Thonon, Royan, Le Havre ou Deauville.

- Caniveaux

Ils offrent l'avantage évident d'exister et qui plus est de s'étendre inlassablement le long de toutes les rues. Ils représentent "la" solution à condition bien sûr d'être utilisables et utilisés. Et là commencent les problèmes : envahis par les roues des autos en stationnement, mettant en péril la vie du chien qui s'y attarde ou simplement ignorés par les propriétaires, ils sont loin d'être la panacée.

Cependant quelques municipalités ont décidé de les rendre utilisables en demandant l'application effective du règlement qui impose aux automobilistes de garer leurs véhicules à 20 cm de distance du bord du trottoir. Certains envisagent même de porter cette distance à 40 cm dans les rues les plus larges.

D'autres ont délimité certaines longueurs de caniveaux où il est interdit de stationner de façon à réserver ces endroits aux chiens. Ils sont signalés par des bandes jaunes portant l'effigie d'un chien, peintes sur le bord du trottoir. C'est ce qu'a réalisé par exemple à Paris la municipalité du VIème arrondissement. Par ailleurs, la commission présidée par Mme Nebout a proposé pour cette ville, au fur et à mesure des travaux de voirie, l'aménagement en retrait des bordures de trottoirs de décrochages en pente de 30 à 60 cm.

- Information

Ce point doit être largement souligné et beaucoup de municipalités ont déjà entrepris la difficile tâche d'éduquer les propriétaires de chiens. Tous les moyens sont envisagés (affichage, presse, bulletins municipaux, radio, télévision, information dans les écoles etc...) pour provoquer cet éveil du sens civique, cette autodiscipline dont devrait faire preuve tout propriétaire de chien ayant à coeur de ne pas porter atteinte à la liberté des autres.

L'AFIRAC précise qu'il faudrait non seulement éduquer les propriétaires mais aussi expliquer les mesures, rendre compte des progrès, indiquer les corrections éventuelles de façon à justifier les actions entreprises (et les crédits investis) pour le mieux-être de la collectivité.

Certains proposent de faire participer à ces campagnes d'éducation ceux à qui profite la multiplication des chiens : par exemple inclure des spots d'information dans la publicité télévisée de certaines marques d'aliments pour chiens, ce qui permettrait de bénéficier de l'impact de l'image et de certains avantages des flashes publicitaires : leur indice d'écoute élevé et leur caractère répétitif.

Une campagne pour la propreté de Paris a débuté dès janvier 1979 : affiches, articles de presse, communiqués télévisés et même distribution de médailles de propreté aux chiens faisant preuve d'un sens civique manifeste par leur bonne utilisation des caniveaux !

Comme on peut le constater les moyens d'informer, éduquer, inciter, sensibiliser... ne manquent pas mais il est encore trop tôt pour savoir s'ils porteront leurs fruits.

- Amendes

Les mesures précédentes ne donnant pas toujours satisfaction, on a recours bien sûr aux mesures répressives. Les propriétaires laissant leurs chiens souiller les trottoirs pourraient se voir infliger des amendes de 80 à 150 F. Certains préconisent même d'augmenter ces tarifs afin de renforcer leur caractère dissuasif, à l'image de quelques pays étrangers comme la Suisse, la Grande-Bretagne ou les USA. A Chicago par exemple l'amende s'élevait en 1978 jusqu'à 200 dollars mais le propriétaire peut éviter de payer s'il nettoie le "préjudice" causé. A cet effet la municipalité tient à la disposition de chacun un stock de sachets en plastique que l'on peut retirer gratuitement à la mairie (10).

D'autres soulignent la difficulté de mise en œuvre de cette mesure (la promenade du chien a généralement lieu très tôt le matin ou tard dans la soirée, or la police municipale ne fonctionne que de 8h à 18h) ou ses inconvénients : le risque de voir apparaître deux types de rues (les propres parce que passantes et surveillées, les sales parce que calmes et retirées) et également l'impopularité qui la caractérise. En effet si le citadin a déjà quelques déboires avec sa voiture qu'il ne sait où garer dans les rues embouteillées, il risque de se montrer fort chatouilleux si en plus on s'en prend à son chien !

- Nettoyage

Il serait certainement mal venu de sous estimer les vertus de cette dernière solution. Mieux vaut prévenir que guérir bien sûr, mais il faut aussi parfois se résigner à réparer les dégâts. Et les municipalités très conscientes des limites des autres mesures sont loin de négliger celle-ci. Il n'en faudrait pour preuve que les sommes croissantes consacrées chaque année aux tâches de nettoyage, ce qui inquiète certaines municipalités et les pousse à se tourner vers une action répressive.

Chacun déplore le fait que les riverains ne font pas preuve de plus de sens civique que les propriétaires de chiens, en oubliant de "balayer devant leur porte" comme une réglementation le prévoit. La technique vient heureusement au secours des municipalités. Des arroseuses - balayeuses plus perfectionnées ont fait leur apparition .

: engins à bras articulés, appareils légers pouvant monter sur les trottoirs et munis d'un système projetant de l'eau sous-pression. Certaines villes en ont fait l'acquisition mais d'autres reculent devant leur coût élevé.

Pour en terminer avec cette énumération, citons une méthode de caractère très individuel : l'emploi du sac plastique ou carton-pelle destiné à recueillir ou repousser dans le caniveau les souillures délictueuses. En Suisse ou aux USA,

des fabricants ont commencé à commercialiser ce genre d'instrument en lui apportant quelques perfectionnements (tel que son adaptation sur manche télescopique) de façon à rendre son emploi facile, propre et discret.

Personnellement nous restons très sceptique vis-à-vis de cet objet, considérant comme très aléatoire l'acceptation par le propriétaire de l'utiliser et très discutables ses qualités d'emploi.

2/ Appréciation qualitative de ces mesures

Dans le cadre de notre enquête, nous allons voir quelles mesures recueillent le plus d'adhésion des municipalités et pour celles ayant fait l'objet de mise en œuvre expérimentale nous essayerons d'évaluer leur degré d'efficacité et de préciser les causes de leur échec éventuel.

Nous avons demandé aux municipalités de classer par ordre de préférence les six mesures suivantes : amendes, caniveaux, édicules spécialisés, zones d'herbe au pied des arbres, bacs à sable, nettoyage. Pour analyser les réponses et dans un but de clarté, nous avons regroupé les notations ayant une signification analogue de façon à obtenir deux catégories seulement de réponses : favorables ou opposées à la mesure en question. Les abstentions étant en nombre à peu près égal pour chaque mesure proposée, nous obtenons pour chacune d'elles des réponses portant sur

30 mairies environ.

	Amende	Caniveaux	Edicules
Favorable	18	11	11
Opposé	13	19	20
Abstention	6	7	6

	Zones d'herbe	Bacs à sable	Nettoyage
Favorable	10	16	18
Opposé	20	14	14
Abstention	7	7	5

Nous constatons à la lecture de ces résultats un courant favorable pour l'intensification du nettoyage et la mise en œuvre de méthodes répressives, c'est-à-dire les mesures ne demandant pas trop d'effort d'innovation. Il est vrai qu'il s'agit de méthodes qui ont fait leurs preuves ... pas neuves mais sûres.

Il faut peut-être aussi voir dans ce courant un certain scepticisme des pouvoirs publics quant aux heureux résultats des campagnes d'information et la bonne utilisation des structures proposées, et une exaspération certaine devant l'indiscipline et le sans-gêne des citoyens concernés.

L'utilisation des caniveaux apparaît pour certaines villes (La Baule, Orléans, Nancy ...) quasiment utopique : trop d'autos. Nous serions assez tentés de nous ranger à leur avis non seulement pour cette raison mais aussi parce que les caniveaux nous semblent trop contre nature pour les chiens. Il n'y a qu'à observer un chien en liberté pour constater qu'il recherche généralement les endroits calmes et les sols en terre ou herbeux qu'il pourra gratter de ses pattes. Il est peut-être possible d'éduquer les propriétaires mais jusqu'où peut-on aller dans la dénaturation des besoins du chiens et l'adaptation de son comportement aux exigences de la vie citadine ?

Les édicules sont rejetés par 20 villes contre 11 et parmi celles-ci Thonon ou Besançon par exemple le font en connaissance de cause après un essai décevant de ces nouveautés qui sont restées tout simplement inutilisées. Par contre Marseille semble relativement satisfaite de ce système. Cela peut paraître à première vue contradictoire, les comportements des propriétaires et de leurs chiens différant certainement peu d'une ville à l'autre. Aussi il nous semble nécessaire de faire une certaine mise au point au sujet de ces édicules. Les modèles, comme nous l'avons vu, peuvent être très différents. Ceux choisis par la ville de Marseille consistent en de grands bacs circulaires remplis d'une couche épaisse de gravier renouvelé régulièrement (c'est-à-dire des modèles très

proches des bacs à sable). Il s'agit donc de systèmes très simples mais certainement beaucoup mieux adaptés aux besoins du chien que leurs homologues aux caractères sophistiqués. Les inventeurs de certains de ces appareils ont peut-être simplement oublié que leurs utilisateurs allaient être des chiens qui n'ont pas les mêmes bases d'appréciation que leurs propriétaires. Si un maître peut à la rigueur être sensible à la propreté d'une "canisienne" bien lisse et bien lavée, branchée au tout-à-l'égout, son chien risque fort de continuer à lui préférer un gravier d'aspect douteux mais imprégné d'odeurs intéressantes.

En conclusion, il nous semble que les "canisennes" peuvent constituer des solutions valables à condition de choisir un modèle approprié. Il faut par ailleurs qu'elles soient suffisamment nombreuses et que leurs emplacements permettent une utilisation facile sans créer pour autant de gêne. Il est en effet difficile d'envisager leur installation devant une boutique ou sous une fenêtre, mais ils pourraient par exemple être utiles aux abords de squares ou parcs ainsi que dans les zones piétonnes où à l'heure actuelle rien n'est prévu.

Concernant les bacs à sable, les avis sont très partagés. Pour La Baule, l'essai s'est soldé par un échec. Quant à la ville d'Auxerre, elle vient de créer une première tranche de 7 bacs et attend les résultats de cette expérience pour l'étendre ailleurs si elle s'avère satisfaisante. Il s'agit de bacs

installés dans plusieurs grands ensembles particulièrement peuplés de chiens; ils sont protégés par des rideaux de tuyas de façon à les intégrer parfaitement dans les espaces verts. Leur entretien est placé sous la surveillance des jardiniers de la ville qui changent le sable plusieurs fois par mois. Certaines villes donnent leur approbation pour les bacs à sable tout en émettant quelques réserves, en particulier concernant leur localisation le long des trottoirs.

Il nous semble cependant que ces réalisations ne sont pas impossibles. Mais faut-il préciser que certains quartiers s'y prêteraient mieux que d'autres. Il n'est évidemment pas question de transformer le parcours du piéton en course d'obstacles, mais certaines petites places, certains trottoirs plus larges pourraient peut être accueillir quelques tas de sable sans provoquer de grande gêne pour la circulation des piétons.

Les zones d'herbe au pied des arbres ne recueillent pas la faveur de nos villes. Seule Paris, comme nous l'avons vu, tente cette expérience. Cette solution pourrait certainement apporter quelques satisfactions dans la mesure où les chiens tirent spontanément sur la laisse en direction des arbres et des coins d'herbe. Le problème se situe peut-être dans la rareté de ces arbres en milieu citadin. Il faut bien reconnaître qu'ils ont la plupart du temps disparu des centre-villes. On les trouve encore en périphérie,

près d'un fleuve, aux abords des parcs c'est-à-dire dans les endroits qui offrent déjà plus de possibilités aux gens pour la promenade de leur chien. Cependant il ne serait peut-être pas inutile d'exploiter cette solution dans les quelques quartiers qui possèdent encore des avenues bordées d'arbres.

Car il faut bien admettre qu'il n'existe aucune solution miracle. C'est en additionnant les effets de toutes ces mesures, en exploitant à fond toutes les possibilités en fonction des caractéristiques de chaque ville, chaque quartier et chaque rue, qu'on arrivera à apporter quelques améliorations à la situation actuelle.

Caniveaux dégagés, édicules dans les rues piétonnes, zones d'herbe au pied des arbres, bacs à sable partout où la place le permet, information, nettoyage, rien ne doit être négligé si l'on veut obtenir des résultats. Quant aux amendes, elles ne devraient sanctionner que les abus et n'avoir cours qu'à partir du moment où de réelles structures sont proposées.

Dans une ville où les caniveaux sont encombrés, aux arbres peu nombreux, placer un bac à sable ou une canisienne tous les 500 m ne résoudra jamais rien et l'on déplorera leur inutilisation, car il est bien évident que traîner sur une telle distance un chien pressé de satisfaire ses besoins n'est pas chose facile.

Dans notre enquête, de très nombreuses municipalités mettent l'accent sur le rôle de l'information. Il est fort juste que les améliorations ne pourront se faire sans modification de l'état d'esprit de désinvolture d'un certain nombre de propriétaires de chiens. Personnellement, nous pensons que les campagnes d'incitation au respect de la propreté des villes ne suffiront pas à elles seules à provoquer ce changement dans les comportements.

A notre sens, ce changement n'a de chance de se produire que si ces campagnes sont accompagnées d'un ensemble d'autres mesures, notamment que le fait même d'acquérir un chien entraîne immédiatement quelques contraintes (tatouage, médaille, assurance...) matérialisant pour le propriétaire la responsabilité dont il se charge en adoptant cet animal. Peut-être réalisera-t-il à ce moment-là que posséder un chien, comme posséder une auto, crée des obligations et nécessite le respect d'un certain code.

III. Rapport habitat humain - Habitat rural.

"L'animal ne peut plus se contenter d'une place dans le cœur de ses maîtres, pour le mieux-être de tous l'urbaniste devra prévoir sa place dans la cité nouvelle". (A. CONDORET)

"On ne peut penser les villes sans les chiens, de même qu'on ne peut les penser sans les enfants ni les voitures". (J. POMMERY)

S'il apparaît nécessaire d'intégrer l'animal dans les structures urbaines de demain, il reste bien des difficultés à surmonter pour atteindre ce but.

Nous allons voir, après une brève présentation de la situation actuelle, quelles solutions peuvent être envisagées pour une meilleure cohabitation de l'homme et de l'animal en milieu citadin.

1/ Situation actuelle

Nous avons, dans notre enquête, demandé aux municipalités de présenter la situation actuelle de leur ville concernant l'admission des animaux, chiens en l'occurrence, en certains lieux : jardins publics, magasins à grande surface, bâtiments administratifs, transports en commun, zones piétonnes, hôtels restaurants, plages et terrains de camping. Les réponses concernent 37 villes.

- Jardins publics

autorisé aux chiens : 25

interdit aux chiens : 11

abstentions : 1

On est tenté de voir à la lecture de ces résultats une tendance plutôt favorable à la présence de chiens dans les espaces verts. Il faut malheureusement ajouter à cela un nombre de restrictions qui est loin d'être négligeable .

En effet de nombreuses villes ayant répondu positivement précisent que cette admission des chiens ne vaut pas pour tous les espaces verts; un certain nombre de squares, parcs leur sont interdits de même bien sûr que tous les espaces réservés au jeux des enfants. Si l'on ajoute à cela que le chien n'est généralement admis dans les jardins restants qu'à la condition d'être tenu en laisse et de marcher dans les allées, nous voyons que sa présence en ces lieux et ses possibilités d'exercice restent très limitées. Par ailleurs il faut remarquer qu'il est pratiquement impossible aux enfants de profiter de ces endroits pour jouer avec leur animal puisque les lieux autorisés aux uns sont interdits aux autres.

Notons enfin que 11 villes sur 37 soit près du 1/3 interdisent l'accès des chiens dans tous les espaces verts.

- Magasins à grande surface

autorisé aux chiens	: 3
autorisé aux chiens dans certains magasins	: 6
interdit aux chiens	: 25
abstentions	: 3

L'interdiction est généralement de règle,
25 sur 37 auxquels nous pouvons ajouter, concernant
les magasins d'alimentation, les 6 villes précisant
que la situation varie d'un commerce à l'autre.

Il apparaît d'ores et déjà défficile pour la
ménagère de profiter de ce qu'elle va faire ses
courses pour promener le chien. La situation est la
même pour les marchés sur lesquels la présence de
chiens est habituellement interdite par arrêté pré-
fectoral.

- Bâtiments administratifs

autorisé aux chiens	: 23
interdit aux chiens	: 9
abstentions	: 5

Certaines villes précisent que l'autorisation
est une tolérance qui ne vaut pas pour toutes les
administrations, il n'empêche que l'interdiction
semble ici moins systématique.

- Transport en commun

autorisé aux chiens :	15
interdit aux chiens :	19
abstention :	3

Nous avons eu quelques difficultés à classer les réponses. En effet l'imprécision de notre question face aux règlementations en vigueur (faisant la distinction entre animaux de petite ou de grande taille, comportant des variations en fonction des heures ou de certaines lignes du réseau) a embrouillé quelque peu les réponses. Certaines villes par exemple ont répondu "autorisé" alors que cette autorisation ne concernait que les animaux de petite taille enfermés dans un sac.

Cependant ces résultats, complétés des informations que nous ont communiquées les services de transport de Lyon et Paris, nous permettent de percevoir la situation de l'ensemble des villes avec assez d'exactitude.

Les animaux de petite taille placés dans un sac ou un panier (dont la plus grande dimension est généralement fixée à 0,45 m) sont admis gratuitement sous réserve de ne créer aucune gêne pour les voyageurs.

Les chiens guides d'aveugles sont admis habituellement dans tous les services. Notons cependant qu'à Paris cette admission est limitée à certaines heures en ce qui concerne le métro (9h à 12 h et après 20 h).

Pour les autres chiens, l'interdiction est de règle. Il n'existe que quelques tolérances sur certaines lignes moins fréquentées, pour lesquelles sont amoindris les risques d'atteinte à la sécurité des voyageurs ou à l'hygiène des véhicules. C'est le cas de quelques lignes d'autobus lyonnais conduisant à l'extérieur de la ville, du RER parisien et de l'ensemble des réseaux de certaines villes moins peuplées, comme le confirme notre enquête. En effet, sur les 15 réponses positives, 11 émanent de villes de moins de 60 000 habitants.

	moins de 50 000 H.	50 000 à 100 000 H.	Plus de 100 000 H.
autorisé aux chiens	10	3	2
interdit aux chiens	3	5	11

Les chiens sont admis dans ces transports, à la condition d'être tenus en laisse, muselés, placés lorsque c'est possible à l'écart des voyageurs (c'est le cas du RER parisien : les chiens doivent être placés sur la plate-forme arrière du train) et contre paiement de leur place (plein tarif généralement).

Quelques dérogations également en dehors des heures de pointe : c'est le cas à Lyon en période de chasse où tous les chiens sont admis sur l'ensemble du réseau d'autobus avant 7 h et après 19 h.

Il ressort de tout cela que le degré d'admission des chiens dans les transports varie en sens inverse du niveau de fréquentation des véhicules, ce qui semble justifié si l'on veut préserver certaines règles de sécurité et de confort des voyageurs, mais

qui laisse entrevoir quelques possibilités d'aménagements tenant compte de cette condition, comme nous le verrons plus loin.

- Zones piétonnes

autorisé aux chiens	:	30
interdit aux chiens	:	2
abstentions	:	5

Les zones piétonnes, créations relativement récentes, font l'objet de nombreuses plaintes auprès des municipalités, de la part de piétons répugnés par la présence des nombreuses déjections canines ou exaspérés de trouver sur leur chemin tant de chiens en liberté. Les propriétaires profitent en effet de l'absence de voitures dans ces rues pour lâcher la bride à leur animal.

Face à cette situation nous voyons que deux villes ont déjà choisi de répondre par l'interdiction plutôt que l'adaptation. Ce chiffre est faible bien sûr mais il nous semble significatif, d'autant que d'autres suivront sans doute cet exemple si elles refusent également les mesures d'aménagement.

Ce fait nous semble en effet très révélateur de la situation des villes actuelles qui, si elles veulent apporter quelques améliorations dans la vie du piéton par des structures nouvelles, doivent y prévoir nécessairement la présence de ce commensal du citadin qu'est le chien. Si elles refusent de le

prendre en compte, elles n'auront effectivement pour recours que l'interdiction sous peine de voir se multiplier les conflits. Et l'on arrivera progressivement à une situation de ségrégation croissante : aires de jeux pour enfants, lieux de promenade pour piétons, zones d'ébats pour chiens, surfaces réservées aux achats etc... ce qui ne simplifiera pas la vie de ce citadin à la fois parent, propriétaire d'animal, piéton et consommateur.

- Hôtels et restaurants

autorisé aux chiens	:	7
interdit au chiens	:	3
variable selon les établissements	:	20
abstentions	:	7

Les municipalités n'ont pu répondre avec précision étant donné les variations d'un établissement à l'autre. Une ville nous a communiqué la liste de ses hôtels. La lecture de cette liste a confirmé ce que nous savions déjà : si les chiens sont souvent admis dans les hôtels classés trois ou deux étoiles, ils le sont déjà beaucoup moins dans ceux classés une étoile. Ce qui vérifie le principe selon lequel l'acuité de certains problèmes varie en sens inverse des moyens financiers dont on dispose pour les résoudre. D'autant que pour les établissements hôteliers admettant les chiens, la gratuité pour la place de l'animal est loin d'être la règle.

- Plages

autorisé aux chiens :	3
interdit aux chiens :	7
abstentions :	2

L'échantillon de réponses est ici très réduit étant donné le faible nombre de villes interrogées possédant des plages. Cependant l'interdiction là encore l'emporte. Généralement l'accès des plages est interdit aux chiens par arrêté préfectoral. La société des loisirs semble avoir elle aussi oublié l'animal.

- Terrains de camping

autorisé aux chiens :	24
interdit aux chiens :	1
variable d'un terrain à l'autre :	2
abstentions :	10

Les chiens sont le plus souvent admis à la condition d'être tenus en laisse. Cette condition semble justifiée si l'on veut préserver la tranquillité et la sécurité des vacanciers non amateurs d'animaux, et empêcher l'inévitable explosion de plaintes et de conflits que ne manquerait pas de provoquer un lâcher massif de chiens dans ces lieux déjà surchargés en hommes et encombrés de matériel en tout genre.

Il n'en reste pas moins que cette restriction complique la vie et nuit incontestablement au confort du propriétaire de l'animal dans une période de vacances caractérisée par un refus quasi systématique de toute contrainte. Ceci le conduira bien souvent à refuser ce type de situation et à moins qu'il n'ait la volonté et la possibilité de trouver une forme de vacances compatible avec une présence animale, il se séparera de ce chien encombrant en le faisant garder dans le meilleur des cas ou en l'abandonnant.

L'ensemble de ces résultats fait apparaître l'inadaptation actuelle de l'urbanisme à la présence animale. Le possesseur d'animal se heurte à mille obstacles tant dans sa ville que sur les lieux de vacances. D'interdiction en interdiction, on en arrive à définir une géographie particulière pour les chiens et par conséquence pour leurs propriétaires. Circuler au sein de la cité pose à ces derniers des problèmes de plus en plus nombreux. Ces interdits, conditions, restrictions en tous genres qui parsèment ses itinéraires ne suffisent d'ailleurs pas à enrayer la multiplication des plaintes de la part de la fraction zoophobe de la population.

Cette situation conduit certaines municipalités à envisager des mesures de limitation de la population animale comme nous pouvons le constater dans notre enquête.

Quatre mesures allant dans ce sens étaient proposées aux municipalités :

- interdiction des chiens en ville
- rétablissement de l'interdiction des chiens dans les immeubles
- limitation du nombre de chiens et chats par foyer
- rétablissement d'une taxe sur les chiens.

- Interdiction des chiens en ville

oui	: 1
non	: 32
abstentions	: 4

Cette proposition faisait référence à la décision prise par la ville de Reykjavik. Sur les recommandations de la commission d'hygiène, le conseil municipal de la capitale islandaise a en effet adopté depuis le 1er septembre 1971 cette mesure draconienne (11).

Si les municipalités françaises ne paraissent heureusement pas prêtes à franchir cette étape, leur volonté de libéralisme n'est cependant plus si manifeste en ce qui concerne les autres propositions.

- Interdiction des chiens dans les immeubles

non	:	22
oui	:	5
abstentions	:	10

Pour beaucoup, la loi du 9 juillet 1970 déclarant nulle toute clause visant à interdire la détention d'un animal dans un local d'habitation, a fortement contribué à l'installation des chiens dans les villes.

Le refus d'abroger cette loi déjà vieille de 10 ans l'emporte incontestablement. Cependant aux 5 municipalités favorables au rétablissement de cette interdiction, nous pouvons en ajouter 4 autres parmi les réponses négatives dont les commentaires ne dissimulent pas leur inclination à suivre cette voie si persistent les nuisances provoquées par ces animaux (non respect de l'hygiène et de la tranquillité publique). Ces mêmes commentaires accompagnent certaines abstentions. Certains proposent de limiter l'interdiction aux seuls chiens de grande taille. Ce serait à notre avis une solution doublement négative car elle n'apporterait aucune amélioration notable tout en conservant un caractère d'impopularité incontestable. Il faut en effet savoir qu'un chien de petit format, abandonné à lui-même des journées entières, risque de faire beaucoup plus de bruit qu'un berger allemand ou un dogue en compagnie de ses maîtres.

Ce sont en effet plus les conditions de vie de ces animaux que leur format, qui sont à l'origine de ces éventuelles nuisances.

Et nous voudrions faire remarquer à ce sujet que si le comportement délibérément irresponsable du propriétaire est en cause dans certains cas, dans d'autres celui-ci n'a pour alternative que laisser son chien seul toute la journée ou arrêter de travailler. C'est le cas des personnes vivant seules et d'un nombre non négligeable de familles où mari et femme travaillent - à moins évidemment qu'ils ne renoncent à posséder un animal.

- Limitation du nombre d'animaux par foyer.

oui	:	23
non	:	10
abstentions	:	4

Cette mesure adoptée par certains états des USA (Californie par exemple où le nombre de chiens et chats est limité à trois par foyer) rencontre un accueil assez favorable des municipalités. Prises au piège entre la nécessité de répondre aux plaintes des uns et la volonté de ne pas trop atteindre à la liberté des autres, les municipalités semblent apprécier le caractère modéré de cette proposition. Reste à savoir - et personnellement nous en doutons - si une telle mesure apporterait une grande amélioration.

Elle atteindrait en effet un nombre de foyers relativement faible, ce qui ne changerait pas considérablement la situation d'ensemble.

Notons en tout cas à ce sujet que l'idée n'est pas nouvelle comme en témoigne la remarque de la municipalité de Besançon. Un arrêté municipal - ancien et non appliqué nous précise-t-on - limite théoriquement à 2 le nombre d'animaux par foyer dans cette ville.

- Taxe sur les chiens

oui	:	18
non	:	14
abstentions	:	5

Là encore une majorité de oui. L'ampleur prise par le problème animal au cours de ces dernières années amène, semble-t-il, les municipalités à regretter l'abolition de certaines mesures qui eut lieu au début de cette dernière décennie. Après la suppression des clauses d'interdiction d'animaux dans les immeubles suivit en effet le 1er janvier 72 celle de la taxe fiscale sur les chiens.

Cette taxe d'un montant peu élevé (30 F à Paris) a été supprimée car sa perception coûtait plus cher qu'elle ne rapportait. Si certains voient dans le rétablissement de cette taxe, augmentation des tarifs à l'appui, un moyen d'éponger quelque peu les dépenses causées par cette présence animale en ville, d'autres placent leurs espérances dans son caractère dissuasif permettant de voir peut-être diminuer le nombre d'

animaux errants et sont prêts à accepter même une "taxe blanche".

Nous assistons donc à l'établissement d'un engrenage par lequel l'inadaptation de l'urbanisme à la présence animale, génératrice de troubles dans la vie des citadins et de situations de conflits, conduit à la mise en œuvre de mesures restrictives ou répressives qui viennent accélérer et aggraver cette évolution.

Il apparaît ainsi nécessaire, si l'on veut briser ce cercle vicieux, de mettre en place une véritable infrastructure visant à une intégration réelle de l'animal de compagnie en milieu citadin.

2/ Structures nécessaires à l'intégration de l'animal dans la ville.

Nous allons successivement voir comment la place de l'animal pourrait être prévue dans l'appartement, dans la ville et sur les lieux de vacances.

A. L'animal dans l'appartement

Aux problèmes de promiscuité animale mal supportée par certains voisins s'ajoutent les nuisances

intérieures à l'appartement telles que dégradations des revêtements de sols (moquettes en particulier nécessitant dans les immeubles locatifs une fréquente remise en état) ou odeurs dues à cette présence animale dans un espace souvent restreint et mal aéré.

Certains promoteurs immobiliers se sont penchés sur la question en envisageant de construire des immeubles d'habitation spécialement réservés aux possesseurs d'animaux familiers, avec grandes terrasses, espaces verts intérieurs ou vide-ordure pour le "plat" des chats etc... Sans aller jusque là certaines améliorations pourraient cependant être apportées au confort de l'homme cohabitant avec des animaux dans certains appartements exigus et à l'isolation défectueuse.

Une augmentation de la surface d'habitation, une meilleure insonorisation, l'adjonction systématique de terrasses ou balcons, une préférence donnée aux sols carrelés d'entretien facile contribueraient à la réalisation de cet objectif.

Il pourrait être également intéressant de prévoir un local réservé à ces animaux, qui tiendrait compte de leurs particularités physiologiques et éthologiques: local au chauffage facilement réglable en fonction des besoins de l'espèce ou de la race, convenablement ventilé et insonorisé, et au sol lavable. L'accès aux balcons pourrait se faire par un système de va et vient, ce qui permettrait à l'animal d'entrer et

et sortir sans réfrigérer tout l'appartement ni gêner la vie de ses occupants.

Ces aménagements permettraient peut-être aussi de limiter les séjours prolongés que font certains chats ou chiens sur ces balcons (seul remède qu'ont trouvé leurs propriétaires pour les empêcher de faire des dégâts dans l'appartement pendant leur absence), ce qui diminuerait d'autant le nombre de chutes et pendaïsons de ces animaux.

B. L'animal dans la ville

Dans notre enquête nous avons demandé aux municipalités de se prononcer sur un certain nombre d'aménagements destinés aux animaux citadins : zones d'ébats, garderies devant les centres administratifs, ou commerciaux, admission dans les transports en commun, réservation de certaines parties de plages aux vacanciers accompagnés d'animaux.

- Zones d'ébats réservées aux chiens

Nous avons en fait proposé deux solutions aux municipalité : autoriser l'entrée des chiens dans tous les jardins publics ou leur réserver certains espaces.

	Ouverture des jardins publics aux chiens	création de zones d'ébats
oui	11	32
non	24	2
abstentions	2	3

Comme on pouvait le prévoir, la plupart des villes sont opposées à l'admission des chiens dans les jardins publics, mais la solution consistant à leur réserver des zones d'ébats fait presque l'unanimité.

Quelques villes ont d'ailleurs commencé cette expérience, dont Limoges qui constate malheureusement que la fréquentation de ces espaces est pour l'instant quasiment nulle. Par contre à Paris où un square expérimental comportant une zone d'ébat fonctionne dans le 17ème arrondissement depuis août 1979, les propriétaires de chiens se sont déclarés satisfaits de cette initiative. La commission présidée par Mme Nebout prévoit d'ailleurs la création de tels espaces clos et gazonnés dans tous les nouveaux jardins.

Citons aussi Boulogne-Billancourt qui a inclus un "espace-chiens" dans son dernier parc et Lyon qui entreprend d'aménager certaines parties des berges du Rhône.

S'il est encore difficile de porter un jugement sur ces expériences trop récentes, certaines remarques s'imposent dès à présent.

Certains facteurs peuvent en effet influencer considérablement sur le taux de fréquentation de ces espaces.

Tout d'abord une grande attention doit être apportée à la nature du sol. Nous avons déjà souligné ce point à propos des édicules. Il est impératif pour une bonne utilisation que la zone d'ébats comporte des zones herbeuses ou recouvertes de sable (ou mieux de gravier fin au pouvoir absorbant plus grand) et soit plantée d'arbres ou de buissons.

La ville de Nice par exemple a créé à l'extrémité d'un square du centre ville un espace pour chiens d'une centaine de mètres carrés clôturé par une grille et qui n'est pratiquement jamais utilisé. Les maîtres préfèrent voir leur animal s'ébattre sur l'herbe et les massifs environnants pour la simple raison que cet espace est entièrement cimenté.

Par ailleurs ces surfaces doivent être suffisamment étendues pour permettre aux animaux de courir et se dépenser physiquement sans provoquer une "usure" trop rapide du revêtement végétal. Enfin ils devraient être relativement nombreux ou pour le moins localisés convenablement, de façon en particulier à ce que chaque propriétaire puisse y accéder rapidement à pied.

Notons pour terminer que la création de ces zones d'ébats ne devrait pas empêcher l'accès des chiens tenus en laisse dans les autres espaces verts où l'on aurait prévu des bacs à sable ou édicules. Et pourquoi ne pas aussi réserver aux amateurs d'animaux quelques parcs ou jardins où enfants et chiens pourraient jouer ensemble librement.

Tout ceci éviterait peut-être d'en arriver à certains paradoxes, comme c'est le cas dans une ZUP de Toulouse comportant de grands espaces verts. Des enclos où les enfants peuvent jouer ont été aménagés et les chiens peuvent gambader autour en toute liberté (1).

- Garderies devant centres administratifs et commerciaux.

	Centres administratifs	Centres Commerciaux, magasins à grande surface
Oui	14	26
Non	5	5
Abstentions	18	6

Nous avons précisé que nous entendions par garderies des emplacements permettant l'attache des chiens et surveillés de façon à limiter les risques de vols de ces animaux. L'accueil des municipalités est plutôt favorable.

Cependant il faut noter le nombre élevé d'abstentions en ce qui concerne les centres administratifs. Faut-il l'expliquer par le fait que les problèmes sont moins aigus en ces lieux où les chiens sont mieux tolérés, comme nous l'avons vu précédemment, et qui ne sont pas fréquentés d'une façon aussi régulière et quotidienne que les centres commerciaux ? Ou faut-il en chercher la raison dans la distinction que font les municipalités entre domaine public et domaine privé ?

En effet plusieurs villes soulignent que la création de ces emplacements devant les centres commerciaux incombe aux propriétaires de ces établissements. Favorables au principe, certaines municipalités préfèrent-elles s'abstenir lorsqu'elles se sentent plus directement concernées par la prise en charge de ces réalisations ? Ce n'est certainement pas le cas de la ville de Nantes qui a mis en place au cours de l'été 1979 des anneaux pour l'attache des chiens à l'entrée des principaux bâtiments municipaux, musées et bibliothèques.

D'autres villes soulignent l'existence de telles garderies devant certains magasins à grande surface (Mâcon, La Baule, Nancy...). Ces initiatives mériteraient d'être suivies tant par les municipalités que par les responsables des centres commerciaux et magasins à grande surface.

Il est en effet remarquable que si des parkings et des garderies d'enfants ont été créés dans ces centres, rien n'ait été prévu pour les acheteurs accompagnés de leur chien, aussi nombreux, sinon plus, que ceux motorisés.

Ceux-ci se voient contraints de renoncer à emmener leur animal avec eux, ou de le laisser à l'attache n'importe où et n'importe comment au risque de gêner la circulation ou de détériorer le matériel.

Pour terminer nous voudrions revenir et insister sur le fait que ces emplacements doivent être surveillés afin de prévenir tout risque de vol de ces chiens. Par ailleurs, s'il s'agit de crochets d'attache, ils

doivent être suffisamment espacés pour éviter les risques de bagarres entre ces animaux.

- Admission dans les transports en commun

		Uniquement en dehors des heures de pointe
Oui	13	19
Non	21	12
Abstentions	3	6

Nous avons résumé précédemment les conditions d'admission des animaux dans les transports en commun. Les municipalités semblent préférer s'en tenir à cette réglementation. Même limitée aux "heures creuses" cette admission n'est approuvée que par la moitié des municipalités interrogées. Enfin si la demande en est faite par les municipalités, un changement dans cette réglementation risque fort d'être refusé par les sociétés de transport. Ces dernières préfèrent en effet assurer avant tout la sécurité de leurs passagers et ne pas dégrader des conditions de transport déjà fort discutables à certaines heures, mais ceci est un autre problème.

C'est ce refus qu' a essuyé de la part de la RATP, Mme Nebout qui demandait une admission des chiens dans le métro et les autobus parisiens pendant les heures creuses.

Il nous semble pourtant que ce ne serait pas mépriser la sécurité des passagers que d'admettre les chiens tenus en laisse et muselés à des heures où la fréquentation des véhicules reste relativement faible, sous réserve bien entendu que ces animaux ne créent aucune gêne évidente et que leur propriétaire soit dans l'obligation de réparer tout préjudice causé. Une nouvelle réglementation pourrait être étudiée qui définirait ces conditions de façon claire et précise pour les propriétaires d'animaux et prévoirait des sanctions pour les éventuels abus. Les heures d'admission seraient choisies en fonction des particularités de chaque ville et chaque ligne de leur réseau. Notons que la Fédération des Usagers des Transports est favorable à une telle modification de la réglementation.

A l'heure où l'on s'inquiète des difficultés croissantes de circulation automobile dans les villes, il serait bienvenu de songer à améliorer les conditions d'utilisation des transports en commun : y admettre les piétons accompagnés de leur animal en serait une petite contribution.

Bien des gens, personnes âgées notamment, se voient obligés de prendre un taxi s'ils doivent traverser la ville en compagnie de leur chien. A ce sujet, il faut rappeler que les taxis peuvent refuser de transporter une personne accompagnée d'un animal, ce dont certains ne se privent pas. Ceci a d'ailleurs conduit à la création de taxis pour animaux, dès 1973 dans la région parisienne. Mais il est bien évident que cette solution n'est pas à la portée de toutes les bourses.

Pour compléter cet aperçu des aménagements possibles de l'urbanisme en fonction de l'animal, nous voudrions revenir sur un aspect assez caractéristique de la vie du citadin : ses absences souvent prolongées hors de son appartement. Que ce soit à cause de son travail ou plus rarement pour se distraire, le citadin se voit contraint de laisser son animal seul dans l'appartement pour une durée souvent importante. Lorsque mari et femme travaillent, s'il leur est possible de laisser leurs enfants à une garde ou une crèche - quand ils ne sont pas à l'école - ils n'ont par contre aucun recours en ce qui concerne la garde de leur animal, sauf cas particuliers d'arrangements familiaux ou entre amis.

L'idée de création de "crèches animales" pourrait être utilement étudiée. (15) Elle permettrait peut-être d'apporter à ce problème une solution de dimensions nouvelles. On nous objectera peut-être que, avant de penser à créer des crèches pour animaux, il faudrait d'abord augmenter le nombre de crèches pour enfants. Réaction sans doute justifiée mais d'une part notre sujet traite des animaux et non des enfants, d'autre part cette mise en concurrence des chiens et des enfants nous semble mal venue étant donné que très souvent parent et propriétaire d'animal sont une seule et même personne confrontée donc aux deux problèmes à la fois. Ne pas vouloir apporter de solutions à l'un sous prétexte que l'autre n'est pas complètement résolu n'améliorera certainement pas la situation de ces personnes.

Nous avons abordé dans notre questionnaire ce problème des absences du citadin sous l'angle des distractions. La question portait sur l'acceptation des chiens dans les cinémas, comme cela vient d'être instauré au Danemark. Comme on pouvait le prévoir les réponses ont été presque unanimement négatives (32 sur 37). Deux villes envisageaient la possibilité d'admission des petits chiens sous réserve qu'ils ne créent aucun trouble. Une autre suggère la création de garderies également devant les cinémas.

En attendant de telles réalisations, certaines initiatives voient le jour : après le "baby-sitting", le "dog-sitting". Certaines personnes se chargent désormais de la garde d'un chien pour la soirée ou le week-end. Heureuses initiatives, car si les aboiements d'un chien sont déjà une cause de gêne non négligeable la journée pour un nombre relativement limité de voisins ne travaillant pas à l'extérieur, il est bien évident qu'ils deviennent difficilement supportables en soirée à des heures tardives et pour un nombre beaucoup plus important de gens cherchant le sommeil après les mille tracasseries d'une journée de travail.

C. L'animal dans la société de loisirs

Qui dit vacances, dit généralement dépaysement et donc déplacement. Avant de se retrouver sur son lieu de vacances, le propriétaire va donc devoir résoudre le problème du transport de son animal.

- Transport de l'animal

S'il possède une voiture, la solution est trouvée bien que quelquefois l'animal aura des difficultés à faire admettre sa place, et à la conserver tout au long du parcours, dans un véhicule déjà surchargé.

Dans les autres cas, le propriétaire devra tenir compte des conditions que lui imposent les réglementations des services de transport. .

Si le voyage doit s'effectuer en bateau ou en avion, l'animal sera transporté dans une cage placée en soute dans l'avion, dans une pièce tenant lieu de chenil sur le bateau. Il ne sera admis en cabine que dans certains cas (animal de petite taille, croisières...) et si le commandant de bord l'autorise.

Mais le mode de transport le plus fréquent pour ces vacanciers, hormis la voiture, reste bien sûr le train.

Aucun animal n'est normalement admis dans les wagons servant au transport des voyageurs. Cependant, les chiens sont tolérés si les autres voyageurs ne s'y opposent pas. De plus les animaux de petite taille sont acceptés s'ils sont enfermés dans un contenant dont les dimensions n'excèdent pas 45 cm x 30 x 25.

Le montant à percevoir est égal à la moitié du prix d'un billet de 2ème classe. Lorsque le transport de l'animal s'effectue dans un contenant il est de 6 F pour les parcours inférieurs à 100 km, 10 F pour les parcours supérieurs.

Il est bien sûr difficile d'imposer à tous les voyageurs la présence d'un animal qu'ils n'apprécient pas obligatoirement. Cependant quelques dispositions pourraient être étudiées, notamment en ce qui concerne le train. Pourquoi par exemple ne pas envisager de réserver certains compartiments ou wagons aux possesseurs d'animaux ? Ils représentent une catégorie de voyageurs qui mériterait d'être prise en considération autant, sinon plus, que celle des fumeurs. Ces derniers ont en effet un avantage sur les premiers : celui de pouvoir garder, si besoin est, la responsable des troubles dans leur poche !

Par ailleurs, les tarifs pourraient être diminués : s'ils restent modiques lorsque l'animal est contenu dans un sac, ils sont certainement un motif d'abandon parmi d'autres pour les chiens de plus grand format. Tant il est vrai que si certains animaux tiennent une grande place dans le cœur de leur maître, pour d'autres elle se compte dans leur porte monnaie.

- L'animal sur les lieux de vacances

Mais le transport est loin d'être la seule difficulté que devra surmonter le propriétaire d'animal en période de vacances. S'il a pu en effet franchir tant bien que mal cette étape avec son animal, il va se heurter sur les lieux de vacances à bien des interdits et conditions comme nous l'avons vu précédemment : tant sur les plages et terrains de camping que dans les hôtels et restaurants. Il en est souvent de même en ce qui concerne les voyages organisés, séjours en clubs où l'animal est rarement prévu. Seule la location ne pose théoriquement plus de problème depuis la loi du 9 juillet 1970.

Pourtant là encore il existe des solutions qui, sans être la panacée, pourraient contribuer à faire disparaître cette incompatibilité qui semble être la règle entre vacances et animaux.

Certains proposent de créer des "villages de vacances" réservés aux propriétaires d'animaux et organisés en conséquence, faisant remarquer que les clients ne manqueraient pas puisque, à l'heure actuelle, 1 foyer sur deux possède un animal. Pour notre part, nous trouverions regrettable d'en arriver à cette ségrégation, mais cette proposition reste effectivement la meilleure solution si continuent à faire défaut un certain ^{sens} des responsabilités pour les possesseurs d'animaux, un minimum d'indulgence et de compréhension pour les zoophobes.

Les hôtels-restaurants pourraient à notre avis admettre les animaux en précisant de façon claire les conditions d'admission (pas de nuisances, responsabilité du propriétaire d'animal en cas de préjudice) et se réservant le droit de mettre à la porte de leur établissement tout maître ne respectant pas ces conditions.

En ce qui concerne les plages, nous avons posé la question aux municipalités. Si elles sont défavorables à l'admission des chiens sur les plages, elles approuvent généralement la solution consistant à permettre leur accès sur certaines parties de plages qui seraient réservées aux propriétaires d'animaux... et à ceux qui ne verraient pas d'inconvénients à cohabiter avec eux.

	Autorisation des chiens sur les plages	Zones de plages auto- risées aux chiens
Oui	3	17
Non	20	7
Abstentions	14	13

Certaines municipalités (en particulier possédant des plages et donc directement confrontées à ce problème) restent sceptiques quant aux possibilités de réalisation de ces zones réservées aux propriétaires d'animaux, c'est le cas notamment de Deauville. Pourtant quelques villes ont déjà adopté ce système : Dinan, Arcachon, Biarritz... En ce qui concerne Deauville nous ne pouvons qu'approuver l'attitude de la municipalité

qui, si elle considère la création de zones de plages autorisées aux chiens comme une solution d'avenir, préfère en attendant ouvrir ses plages à tous. Refuser les interdits, quand on n'a pas les moyens d'offrir de solutions de réchange, est une position que devraient suivre bien d'autres villes dans de nombreux domaines.

Il ressort de l'étude sommaire de cet urbanisme de vacances qu'il faudra sans doute encore beaucoup de temps pour que les maîtres trouvent sur leurs lieux de vacances des structures telles que la présence de leur animal ne soit plus une entrave à leur détente ou à celle de leurs voisins.

Aussi il nous semble très important d'offrir à ces propriétaires d'animaux une autre ressource : celle de ne pas emmener leur animal en vacances sans devoir pour autant recourir à l'abandon. Il s'agit bien sûr de la solution consistant à confier l'animal à un établissement de garde.

Il existe actuellement un certain nombre de chenils ou pensions mais insuffisants en quantité, ce qui peut d'ailleurs avoir des répercussions sur leur qualité, du fait de leur surcharge en période de vacances. A cela s'ajoute un autre obstacle : leur coût. Les prix de pensions peuvent varier de 10 à 25 F par jour pour un chat, 25 à 45 F pour un chien. Aux personnes n'étant pas disposées à consacrer une telle somme pour la garde de leur animal, s'ajoutent celles qui n'ont pas les moyens de le faire.

C'est pourquoi le système des établissements de garde ne sera à notre avis une solution effective que

moyennant un certain nombre de corrections : une augmentation importante de leur nombre, une garantie quant à la qualité du service offert et un réajustement des prix de pensions afin qu'ils soient accessibles à tous. Il faudrait également que leur répartition soit assez régulière sur tout le territoire de façon que leur accès ne nécessite pas des parcours trop longs. Si leur nombre doit être important en périphérie des grandes villes, nous pensons qu'il pourrait être intéressant d'en prévoir également sur les lieux de vacances. En effet, certaines personnes hésitant pour diverses raisons à confier leur animal à de tels établissements, ou n'étant pas dans l'obligation de le faire pour toute la durée de leurs vacances, apprécieraient peut-être de pouvoir s'en décharger certains jours où sa présence serait plus gênante.

Aménager les lieux de vacances en tenant compte de la présence animale, créer des garderies nombreuses et fonctionnelles permettraient peut-être de diminuer le nombre des abandons et en tout cas d'en faire supporter l'entière responsabilité à leurs auteurs. Il faut en effet reconnaître qu'à l'heure actuelle le manque de solutions offertes à ces personnes pour leur animal au moment des vacances, favorise grandement leurs actes. Cela n'excuse pas leur geste bien sûr, mais peut en partie l'expliquer.

Nous ajouterons, en ce qui concerne les garderies, que leurs bienfaits ne se limiteraient pas à ces périodes de vacances. Elles constitueraient tout au long de l'année un recours pour tout maître devant s'absenter ou étant momentanément dans l'impossibilité de s'occuper de son animal, pour les raisons les plus diverses : problèmes familiaux, maladie, accident etc... Sur ce point, l'initiative de la ville de Nancy est à citer en exemple. Cette municipalité a créé en 1964 un chenil-chatterie (7 cases pour chats, 18 pour chiens) dont le taux de fréquentation croissant prouve, s'il en était besoin, son utilité. Les prix de pension sont de 9 F par jour environ pour les chats, un peu moins de 20 F pour les chiens.

Avant d'en terminer avec le problème des vacances, remarquons des initiatives qui ont vu le jour ces deux dernières années : celles des échanges d'animaux. "Bourse de l'entr'aide et de l'amitié" en été 1978, "opération animaux assistance" en 1979, ces entreprises, organisées par certaines chaînes de radio, marques d'aliments et revues animalières, ont connu un succès réel et mérité.

Enfin et dans le même ordre d'idée pourquoi ne pas envisager aussi la création d'organismes assurant l'entretien de ces animaux dans leur cadre de vie habituel, à l'image de ce qui existe pour les plantes vertes. Ceci pourrait être intéressant en particulier pour les chats. Loin de nous l'idée de rabaisser ces

animaux au rang de simples végétaux, mais cela permettrait peut-être à certains d'entre eux supportant particulièrement mal les voyages et le dépaysement, de passer sans trop de dommages la période des vacances. Notons que ce système ne serait pas une nouveauté mais la simple extension d'une pratique déjà en cours pour un certain nombre de propriétaires d'animaux entourés de voisins complaisants.

Il apparaît donc possible d'améliorer l'intégration de l'animal dans la cité et d'apporter quelques solutions pour la traversée de la difficile période de vacances : création de zones d'ébats, modifications des conditions d'admission dans les transports, emplacements garderies devant les lieux où l'animal n'est pas admis, diminution des interdictions, pensions plus nombreuses et moins chères... sont autant d'éléments qui contribueront à la réalisation de ces objectifs.

Des commissions composées d'architectes, urbanistes, hygiénistes et vétérinaires pourraient étudier ces possibilités d'aménagements; mais il est indispensable que les pouvoirs publics prennent ces problèmes en considération et donnent leur accord à ces réalisations, car si l'urbaniste peut proposer, ce sont eux qui disposent du droit de décider.

Les autorités communales ont un rôle important à jouer dans la détermination de ces décisions, afin que les mesures et aménagements mis en œuvre soient

parfaitement adaptés aux conditions locales qui peuvent différer sensiblement d'une agglomération à l'autre, ne serait-ce, comme nous l'avons vu, qu'en fonction de la densité de leur population.

Mais un autre facteur conditionne la mise en œuvre de ces mesures d'insertion de l'animal : il s'agit bien sûr de leur coût. Qu'il s'agisse de la création de structures particulières (aires d'ébats, bacs à sable ...) de la prise en charge de service de fourrière, des opérations de nettoyage, de l'exécution éventuelle de contrôles de certaines mesures (port du collier, tatouage...) du développement de l'information, des subventions versées aux sociétés de protection animale etc... des crédits sont nécessaires à la réalisation de ces tâches.

Deux possibilités se présentent pour obtenir ces crédits : faire payer les propriétaires d'animaux ou faire participer l'ensemble de la population.

La première solution consiste bien sûr en le rétablissement de la taxe sur les chiens. Cette solution a été proposée notamment par M. Gantier, conseiller de Paris, et nous avons constaté dans notre enquête qu'un certain nombre de municipalités y sont favorables (18 sur 37). Certains apprécient l'effet dissuasif de cette mesure qui, d'après eux, permettrait peut-être de diminuer les acquisitions irréfléchies de chiens et par voie de conséquence les abandons. La deuxième solution n'a effectivement pas cette action dissuasive puisqu'elle ne possède pas le caractère

discriminatoire de la première. Nous pensons pour notre part que cette dissuasion peut être obtenue par d'autres moyens que des contraintes financières qui seraient d'ailleurs ressenties de façon très inégale selon les foyers, notamment par l'obligation du tatouage et nous sommes favorables à la deuxième solution : c'est-à-dire la participation de tous par la voie des impôts locaux. Certains trouvent anormal de faire payer l'ensemble de la population pour un problème animal qui ne la concerne pas toujours. Mais pourquoi trouver plus injuste par exemple la participation financière d'un sportif zoophobe à la création d'une aire d'ébats ou d'une fourrière, que celle d'un propriétaire de chien à la réalisation d'un complexe sportif qu'il ne fréquentera jamais ? La prise en charge financière des structures visant à l'intégration de l'animal dans la ville doit revenir à l'ensemble de la population de cette ville, au même titre que les autres équipements urbains et obligations collectives qu'il s'agisse d'équipements scolaires, culturels ou sportifs, d'aménagements sanitaires ou sociaux, ou des services d'habitation et de voirie.

CONCLUSION

Si l'animal, chien et chat en particulier, a fait une entrée massive au sein des foyers français, et plus particulièrement en ville où il joue un rôle équilibrant non négligeable pour le citadin, sa présence pose encore bien des problèmes et est à l'origine de nombreux conflits.

Par ailleurs sa possession n'est soumise à aucune réglementation sérieuse, les textes - lorsqu'ils existent - ne sont pas ou peu respectés, ce qui rend particulièrement faciles les actes d'adoption et d'abandon de l'animal.

Il apparaît donc nécessaire pour faire évoluer cette situation :

- de développer l'information à tous les niveaux (pouvoirs publics, vétérinaires, associations de protection animale...) par tous les moyens (radio, télévision, presse, tableaux d'affichage, bulletins municipaux...) de façon à montrer au futur propriétaire d'animal de compagnie les problèmes qu'il risque de rencontrer et les solutions qui sont à sa disposition.
- de créer quelques contraintes, telles que l'obligation de faire tatouer, assurer, vacciner son animal. Cela s'accompagnant d'une diminution du coût de ces actes : la contrainte ne doit pas être financière.

- de favoriser les opérations de stérilisation pour mettre un frein à la prolifération anarchique des chats errants et diminuer le nombre de "distributions" généreuses et inconscientes de chiots et chatons en surnombre.

L'animal perdant son anonymat, l'acte d'adoption entraînant quelques obligations, le propriétaire étant un tant soit peu éduqué et informé, on pourrait espérer voir disparaître ou du moins diminuer le nombre de ces acquisitions irréfléchies, ces "coups de foudre" pour un animal que l'on rejettera peu après.

Pour de nombreux citadins cependant le besoin d'une présence animale sera le plus fort. Il faut offrir à ces personnes de réelles structures leur permettant de vivre avec leur animal dans la ville ainsi que sur les lieux de vacances.

Si l'on veut préserver la liberté des uns d'acquérir un chien et celle des autres de ne pas être gênés par sa présence, il est nécessaire de penser les villes de demain avec les animaux, de même qu'on doit les penser avec les enfants et les autos. Une collaboration des collectivités publiques, organismes de protection animale, urbanistes, architectes, hygiénistes, vétérinaires ainsi qu'une participation des propriétaires d'animaux sont nécessaires. Seule la complémentarité de leurs actions respectives permettra de réaliser cette insertion de l'animal dans la ville et dans la société.

Faute de quoi on verra se multiplier les interdits, les sanctions et les conflits entre zoophiles et zoophobes.

Priorité doit être donnée aux mesures d'adaptation les actions répressives ne doivent pas être des pénalisations des possesseurs d'animaux mais réservées à une lutte contre les abus de quelques uns.

Dans le même but, on ne doit pas rétablir la taxe sur les chiens. La prise en charge financière de ces mesures d'adaptation doit revenir à la collectivité par la voie des impôts locaux au même titre que les autres équipements urbains.

Ainsi les villes de demain seraient-elles plus aptes à recevoir des animaux peut-être moins nombreux et surtout moins anonymes.

Enfin il n'est pas interdit de penser que la véritable solution à tous ces maux serait de stopper le développement monstrueux des villes : plutôt que d'urbaniser l'animal peut-être faudra-t-il penser à "désurbaniser" son propriétaire.

Vu, le Directeur de
l'Ecole Nationale
Vétérinaire

Pr. COTTEREAU

VU ET PERMIS D'IMPRIMER
LYON, le 12 MAI 1980

Le Professeur Responsable
de l'Ecole Nationale
Vétérinaire

Pr. FONTAINE

Le Président de la Thèse
Pr. SEPETJAN

Le Président de l'Université
Claude Bernard

Pr. D. GERMAIN

ANNEXE : ELEMENTS DE L'ENQUETE AUPRES DES MUNICIPALITES.

Un questionnaire a été envoyé à 76 municipalités afin de connaître leur opinion sur un certain nombre de mesures concernant les animaux de compagnie (chiens et chats) en milieu citadin. Par ailleurs quelques précisions leur étaient demandées quant à la situation de leur ville sur la question des interdits frappant ces animaux en certains lieux.

Le choix de ces villes s'est fait en fonction de leur nombre d'habitants, de certaines situations particulières : stations thermales ou balnéaires, villes situées dans les départements atteints par la rage, du fait pour certaines qu'elles avaient fait l'objet d'articles dans la presse sur ce sujet, et enfin de façon qu'elles soient réparties assez régulièrement sur tout le territoire français. Nous espérons avoir ainsi obtenu un échantillon assez représentatif des villes françaises.

Liste des villes interrogées.

Aix-en-Provence. Agen. Angoulême. Annecy. Arles.
 Aurillac. Auxerre. Avignon. Bayonne. Besançon. Briançon.
 Brive. Boulogne-Billancourt. Bourges. Caen. Calais.
 Chalons/Marne. Chambéry. Chartres. Chaumont. Cherbourg.
 Clermont-Ferrand. Colmar. Dax. Deauville. Dijon. Epinal.
 Evian. Gap. Gennevilliers. Grenoble. La Baule. La Rochelle.
 Laval. Le Havre. Le Mans. Lille. Limoges. Longwy. Louviers.

Mâcon. Malakoff. Marseille. Maubeuge. Millau. Melun.
 Montluçon. Montpellier. Mulhouse. Nancy. Nantes. Nice.
 Nîmes. Nogent/Marne. Orléans. Périgueux. Poitiers.
 Rambouillet. Rennes. Royan. Saint-Brieuc. Saint-Quentin.
 Sens. Tarbes. Thonon. Toulouse. Tours. Troyes. Valence.
 Versailles. Vesoul. Vichy. Vincennes. Vittel. Amiens.
 Toulon.

Soit 5 villes ayant une population égale ou supérieure
 à 200 000 habitants

20 villes ayant une population comprise entre
 100 000 et 200 000 habitants

21 villes ayant une population comprise entre
 50 000 et 100 000 habitants

25 villes ayant une population comprise entre
 20 000 et 50 000 habitants

5 villes ayant une population inférieure à
 20 000 habitants.

Questionnaire envoyé aux municipalités

1 - Nombre d'habitants

2 - Pouvez-vous chiffrer approximativement le nombre
de chiens de votre ville
le nombre de chats

3 - Il y a dans les villes actuelles beaucoup d'inter-
dits pour les chiens. Pouvez-vous préciser la situa-
tion de votre ville dans ce domaine :

	Autorisé	:	Interdit
Jardins publics	:		
Magasins à grande surface	:		
Bâtiments administratifs	:		
Transports en commun	:		
Zones piétonnnes	:		
Hôtels-Restaurants	:		
Plages	:		
Terrains de camping	:		

(mettre une croix dans les cases des réponses exactes)

4 - Concernant les propositions suivantes pouvez-vous
donner votre opinion (noter "F" ou "O" en face de
chacune selon que vous être favorable ou opposé).

- Si certaines mesures sont déjà en vigueur dans
votre ville, marquez-les d'une croix :

- Ouverture des jardins publics aux chiens :
- Délimitation de zones d'ébats réservées aux chiens
dans certains espaces verts, jardins publics.
- Création de "garderies de chiens" (emplacements sur-
veillés permettant l'attache des chiens) à l'entrée

des magasins à grande surface, centres commerciaux.

- Autorisation des chiens dans les transports en commun.
- Autorisation des chiens dans les transports en commun à certaines heures seulement.
- Plages autorisées aux chiens.
- Certaines zones de plages autorisées aux chiens.
- Autorisation des chiens dans les cinémas
(comme cela vient de se faire au Danemark).
- Interdiction des chiens dans les immeubles.
(c'est-à-dire abrogation de la loi n°70598 du 9 juillet 1970 qui les tolère).
- Limitation du nombre de chiens ou chats par foyer
(à l'image de certains Etats des USA où l'on autorise par exemple 3 animaux au maximum par foyer).
- Interdiction pure et simple des chiens dans les villes (comme cela s'est fait dans certaines villes étrangères, telles que Reykavik par exemple)
- Rétablissement d' une taxe sur les chiens
- Tatouage obligatoire des chiens
- Tatouage obligatoire des chats

5 - Avez-vous déjà eu connaissances de problèmes concernant :

- | | | |
|------------------------|-----|-----|
| - des chiens errants : | OUI | NON |
| - des chats errants : | OUI | NON |

Si oui, pouvez-vous les préciser (accident, morsure, hygiène etc...)

L'article 213 du Code Rural précise que les Maires peuvent prendre toutes dispositions propres à empêcher la divagation des chiens et des chats.

Qu'en est-il dans votre ville ?

Pouvez-vous préciser les arrêtés municipaux en vigueur :

- 6 - A propos de la pollution des trottoirs par les excréments de chiens, parmi les mesures suivantes, lesquelles pensez-vous adopter de préférence dans votre ville :
- notez-les de A à F dans l'ordre de votre préférence
 - répondez non en face de celles qui vous sembleraient inadaptées
 - cochez d'une croix celles qui seraient déjà en vigueur dans votre ville et, précisez dans ce cas si elles vous donnent satisfaction.
- Intensification des mesures répressives : amendes aux propriétaires "laissant faire" leur chien sur les trottoirs
 - Dégarement effectif des caniveaux actuellement occupés par les roues des autos (intervalle de 30 cm entre autos et trottoir, délimitation d'espaces réservés aux chiens entre les places de stationnement).
 - Création d'édicules particuliers ("vespasiennes", "canigites")
 - Aménagement de zones d'herbes au pied des arbres . .
 - Bacs à sable ou tas de sable disposés en certains points le long des trottoirs.
 - Intensification du nettoyage
 - Si d'autres mesures sont en vigueur, pouvez-vous également les préciser et dire si elles vous donnent satisfaction

Résultats

41 villes ont répondu, 4 d'entre elles n'ont pas renvoyé le questionnaire en précisant qu'elles ne pouvaient répondre car elles n'avaient pas abordé ces problèmes de façon suffisamment approfondie. Nos résultats portent sur 37 questionnaires renvoyés :

14 sur 25 villes de plus de 100 000 habitants

9 " 21 " "50 000 à 100 000 habitants

14 sur 30 " " moins de 50 000 habitants

Le nombre de réponses est un peu plus élevé pour les villes plus peuplées pour lesquelles ces problèmes animaux sont peut-être plus aigus, cependant la différence par rapport aux autres villes est trop faible pour être significative.

Villes de plus de 100 000 habitants : 56 % réponses

" " 50 000 à 100 000 " : 43

" " moins de 50 000 " : 47

Total des villes : 49

Notons que, si la moitié seulement des villes ont répondu, nous avons eu par contre la satisfaction de constater que les villes qui ont rendu réponse, l'ont fait avec beaucoup d'intérêt, joignant très souvent au questionnaire de nombreux commentaires, des documents concernant leurs arrêtés municipaux, des articles de la presse régionale relatant des faits ayant rapports avec notre sujet ou des renseignements sur des initiatives entreprises par leur municipalité. Nous remercions ces villes pour leur aimable participation à ce travail.

Les interdits = situation actuelle des villes

- + chiens autorisés
- chiens interdits
- + chiens autorisés

ou interdits selon les établissements

Villes jardins publics magasins à grande surface Bâtiments administratifs transport en commun Zones piétonnes Hôtels restaurants Plages Terrains de camping

Aix en Provence	+	-	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+
Agen	+	-	+	-	+	+	+	+	+	+	+	+
Amiens	-	-	+	+	-	+	+	+	+	+	+	+
Auxerre	+	-	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+
Besançon	+	-	+	+	-	+	+	+	+	+	+	+
Chalons	+	-	+	+	-	+	+	+	+	+	+	+
Chambéry	+	-	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+
Chartres	+	-	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+
Cherbourg	-	-	+	-	+	+	+	+	+	+	+	+
Clermont-Ferrand	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+
Colmar	-	-	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+
Deauville	+	+	+	+	-	+	+	+	+	+	+	+

Rennes	+	(certain ⁺ s)	+	+	-	+	+	+	+	+
St Briec	-	-	-	+	+	+	+	+	+	+
Sens	+	-	-	+	+	+	+	+	+	+
Tarbes	-	-	-	+	+	+	+	+	+	+
Thonon	+	(certain ⁺ s)	+	+	+	+	+	+	+	+
Toulon										
Toulouse	+	-	+	+	+	+	+	+	+	+
Valence	+	-	+	+	+	+	+	+	+	+
Vichy	+	-	+	+	+	+	+	+	+	+

Oui = favorable à la proposition
Non = opposé

" Mesures d'adaptation = opinion des municipalités

	ouverture création		garderies centres		autori- sation chiens trans- port	autori- sation pendant "heures creuses"	autori- sation chiens sur plages	zones de plages autori- sées aux chiens	autori- sation chiens dans cinémas
	jardins aux chiens	zones d'ébats	commer- ciaux	adminis- tratifs					
Aix en Provence	oui	oui	oui	oui	oui	oui			non
Agen	non	oui	oui	oui	non	oui	non	oui	non
Amiens	non	oui	oui		non	non			non
Auxerre	non	non	non		oui	oui			non
Besançon	oui	oui			non	non	non		non
Chalons	oui	oui	oui	oui	oui	oui			non
Chambéry	non	oui	oui	oui	non	oui	non	oui	non
Chartres	oui				oui	oui			
Cherbourg	non	oui	oui		non	non	non	oui	non
Clermont-Ferrand	non	oui	oui	oui	oui	oui	non	oui	non
Colmar	non	non	non		oui	oui	non	oui	non
Deauville	oui	oui	oui		non	oui	oui	oui	oui

Dijon	non	oui	non	non	non	non	non
Evian	non	oui				oui	non
Gap	oui		non	oui			
La Baule	oui	oui				oui	non
La Rochelle	non	oui	non	oui		non	non
Lille	non	oui		oui		oui	non
Limoges	non	oui		oui		oui	non
Longwy	non	oui		oui		oui	non
Mâcon	oui	oui		oui			non
Marseille		oui		oui		non	non
Millau	non	oui		oui		oui	non
Montluçon	non	oui		oui		oui	non
Nancy	oui	oui				oui	non
Nice	non	oui			non	non	non
Orléans	non	oui		non	oui	non	non
Poitiers	non	oui		non		non	non

Rennes	non	oui	oui	non	non	non	non
St Briec	non	oui	oui	oui	non	non	non
Sens		oui	non	non	non	oui	non
Tarbes	non	oui	non	non	oui	non	non
Thonon	non	oui		oui	non	oui	non
Toulon	oui	oui	oui		non	oui	oui
Toulouse	non						
Valence	oui	oui	oui	non	non	non	non
Vichy	non	oui	oui	non	non	oui	non

Mesures de prévention de l'hygiène publique classées par les municipalités
par ordre de préférence

Notation de A à F par ordre de préférence décroissante

Les mesures déjà en vigueur dans les villes sont cochées d'une croix

	Amendes	Dégagement des cani- veaux	édicules spécialisés	zones d' herbe au pied des arbres	bacs à sable	augmentation du nettoyage
Aix en Provence	F	E	B	C	D	A
Agen	x		non	non		x
Amiens	C	B	non	non	non	D
Auxerre						
Besançon	texte non appliqué	souhaitable	x non utilisé	non	impossible	impossible
Chalon ^s	non	D	A	C	B	E
Chambéry	C	A x	D	non	non	B
Chartres						
Cherbourg	A	B	E	F	D	C
Clermont-Ferrand						
Colmar		non	non	non	non	A

Deauville	E	F	C	B	A	D
Dijon	F	D	non	non	non	E
Evian						
Gap	x					A
La Baule	A	difficile	oui	x	x décevant	difficile
La Rochelle	x A	x B	E	D	F	x C
Lille	A	B	non	non	non	C
Limoges	F	D	E	B	A	C
Longwy	F	A	E	D	C	B
Mâcon	A	non	B	non	C	non
Marseille	C	E	x	D	B	A
Millau	E	D	A	C	B	F
Montluçon	D	E	A	C	B	F
Nancy	non	illusoire	oui	non	oui	oui
Nice	A	F	x D	E	B	C

Orléans	F	utopie	E			A pratiquement impossible	D
Poitiers	A	F	E			C	B
Rennes	B	A	C			D	non
Saint Briec	B	F	C			F	A
Sens	F non	c non	E non			B oui	A oui
Tarbes	C	B	D			non	F
Thonon	E	D	F x			B	A
Toulon	C	E	D			A	F
Toulouse							
Valence	A	C	non			non	B
Vichy	A	B	F			C	D

Oui = favorable Mesures de limitation du nombre d'animaux et d'identification :

a la proposition opinion des municipalités

sition

Non = opposé à la proposition

Villes	Interdiction des chiens dans immeubles	limitation du nombre d'animaux par foyer	interdiction des chiens dans villes	taxe sur les chiens	tatouage obligatoire chiens	tatouage obligatoire chats
Aix-en-Provence	non	oui	non	oui	oui	oui
Agen	non	non	non	non	oui	oui
Amiens	non	oui	non	non	oui	oui
Auxerre	non	non	non	non	non	non
Besançon	-	oui	non	-	oui	non
Chalons	non	oui	non	oui	oui	oui
Chambéry	non	oui	non	oui	oui	oui
Chartres	-	-	-	-	-	-
Cherbourg	-	oui	non	oui	oui	oui
Clermont-Fd	non	oui	non	oui	oui	-
Colmar	-	non	non	non	non	non
Deauville	non	non	non	-	oui	oui

Dijon	oui	oui	non	oui	oui	oui
Evian	non	oui	non	non	-	-
Gap	-	-	non	non	non	non
La Baule	non	oui	non	non	oui	non
La Rochelle	non	oui	non	non	oui	oui
Lille	-	-	-	-	oui	oui
Limoges	non	non	non	non	non	non
Longwy	non	non	non	non	oui	oui
Mâcon	non	non	non	non	oui	oui
Marseille	non	oui	non	non	oui	oui
Millau	oui	oui	oui	oui	oui	oui
Montluçon	-	oui	non	non	non	non
Nancy	-	non	non	non	oui	oui
Nice	non	oui	non	non	oui	oui
Orléans	oui	oui	-	-	oui	oui
Poitiers	oui	oui	non	non	non	non
Rennes	non	oui	non	non	non	oui

St Brieuc	non	oui	non	oui	oui	non
Sens	non	oui	non	oui	oui	oui
Tarbes	non	oui	non	oui	oui	oui
Thonon	oui	oui	non	oui	oui	non
Toulon	non	non	non	non	oui	oui
Toulouse	-	-	-	-	-	-
Valence	-	oui	non	oui	oui	oui
Vichy	non	non	non	non	oui	oui

Population de chiens et chats : chiffres

	Nombre chiens	Nombre chats
Mâcon	4 000 (1/10 pop. hum.)	8 000 (1/5 pop.Hum.)
Vichy	24 000 (3/4 pop.hum.)	60 000 (2 fois pop.hum.)
La Rochelle	Supérieur à la moyenne nationale	
Deauville	Supérieur à la moyenne nationale en été : 6 fois plus.	
Colmar	8 000	6 000
Agen	7 000	3 000
St Brieuc	7 000 - 8 000	4 000
Aix-en-Provence	15 000	20 000 à 25 000
Thonon	1 000 à 1 200	1 200
Besançon	600 il y a 10 ans	important
Toulon		errants : 2 000 dans foyers:15 000
Nice	1/5 des ménages	1/5 des ménages + 2 000 errants
Les autres villes n'avancent aucun chiffre.		

B I B L I O G R A P H I E

-
- 1 - AFIRAC "L'animal dans la cité" AFIRAC édit.
Paris 1979.

 - 2 - AFIRAC "L'animal et la propreté de la ville"
Bulletin AFIRAC, 1979, 3, p.8.

 - 3 - BELOT P. "L'animal de compagnie dans notre société"
Entretiens de Bichat 1975 in Economie et
Médecine animales, 1975, 16, (5-6) p.305.

 - 4 - CONDORET A. "Cohabitation de l'homme et des ani-
maux. Approche psychosociologique".
Conférence de presse S.N.V.U. Paris,
29 juin 1971 in Le Praticien Vétérinaire
1971, 8, 29-33.

 - 5 - DESNOYERS P. "Protocole de capture des chats vivant
à l'état sauvage et limitation de leur
population". Le Praticien Vétérinaire, 1979
113, p.30.

 - 6 - FEYRABEND C. "Le fichier vétérinaire félin".
Le Praticien Vétérinaire, 1979, 116, p.18.

- 7 - FLAVIGNY H. "Aspects sociologiques des grands ensembles". 39ème Congrès de médecine de langue française, Marseille, Octobre 73, in Journal de Médecine de Lyon, 1974, 55, 381-398.
- 8 - GOSSE A. "Aliments préparés pour animaux de compagnie : considérations socio-économiques".
Thèse Doctorat Vétérinaire, Lyon, 1977.
- 9 - Journal officiel. 22 juin 1977.
- 10 - KUTLU R. "L'Amérique malade de ses animaux."
Trente millions d'amis, 1978, 6, 38-41.
- 11 - Le Monde 27 et 31 août 1971.
- 12 - MOLLARET HH et BOURDIN M. " Les principales maladies infectieuses transmises en France à l'homme par les animaux familiers".
Médecine et Maladies infectieuses, 1971, 1-3, 147-160.
- 13 - O.M.S. "Les effets sur l'homme de la détérioration de l'environnement". Chronique OMS 1974, 28 (12), 616-620.

- 14 - POMMERY J. "Des chiens, des chats et des hommes"
Extrait de la revue psychologie in
Le Praticien Vétérinaire 1972, 22, 36-40.
- 15 - POMMERY J. "Urbanisme à l'échelle canine".
Conférence de presse du S.N.V.U. Paris,
29 juin 1971 in Le Praticien Vétérinaire
1971, 6, 31-32.
- 16 - QUEINNEC G. "L'animal de compagnie dans notre
société".
Entretiens de Bichat 1975 in Economie
et Médecine Animales, 1975, 16 (5-6),
295 - 308.
- 17 - ROUCHIER G. "Relations homme-animal de compagnie :
considérations sociopsychologiques et
économiques".
Thèse Doctorat Vétérinaire, Lyon, 1976.
-

T A B L E D E S M A T I E R E S

	Pages
INTRODUCTION	1
PREMIERE PARTIE : Causes et conséquences de la prolifération des animaux de compagnie en milieu citadin.	
I. Importance numérique	6
II. Causes de la prolifération des animaux de compagnie en milieu citadin.	
1. L'animal facteur d'équilibre pour le citadin	10
A. L'animal compensateur de frustrations et garant de l'identité du citadin . .	10
B. Le chien élément sécurisant et moyen de défense	13
2. Multiplication des abandons	17
A. L'animal dans la société de consommation	17
B. Le rejet de l'animal	21
C. La prolifération des animaux errants .	23
III. Conséquences de la prolifération des animaux de compagnie en milieu citadin.	
1. Inventaire des principaux problèmes . . .	25
2. La sensibilité du citadin à ces problèmes	29

DEUXIEME PARTIE : Solutions actuelles et
propositions pour l'avenir.

I. Maîtrise de la prolifération	32
1. Identification	
A. Le collier avec médaille d'identification	32
B. Le tatouage	33
2. Capture des animaux errants...	39
3. Mesures de raréfaction	
A. Méthodes actuelles de capture	45
B. Stérilisation des chats errants	48
C. Distribution de graines anticonception- nelles aux pigeons.	52
II. Prévention de l'hygiène publique	
1. Les moyens de sauvegarde de l'hygiène publique	56
2. Appréciation qualitative de ces mesures . . .	62
III. Rapport habitat humain - habitat animal . . .	69
1. Situation actuelle	69
2. Structures nécessaires à l'intégration de l'animal dans la ville	82
A. L'animal dans l'appartement	82
B. L'animal dans la ville	84
C. L'animal dans la société des loisirs .	93

CONCLUSION	103
ANNEXE : Eléments de l'enquête auprès des municipalités.	106
BIBLIOGRAPHIE	125
TABLE DES MATIERES	128
